CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent de la condition féminine

FEWO • NUMÉRO 109 • 1re SESSION • 42e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le jeudi 14 juin 2018

Présidente

Mme Karen Vecchio

Comité permanent de la condition féminine

Le jeudi 14 juin 2018

● (1530)

[*Traduction*]

La vice-présidente (Mme Pam Damoff (Oakville-Nord—Burlington, Lib.)): Bienvenue à la 109e séance du Comité permanent de la condition féminine. Nous poursuivons notre étude sur les obstacles auxquels se heurtent les femmes en politique.

Avant de commencer, je tiens à vous informer que notre rapport sur la sécurité économique des femmes a été déposé à la Chambre par notre présidente, Mme Vecchio, qui ne peut être ici cet après-midi.

J'ai le plaisir d'accueillir, du Groupe Femmes, Politique et Démocratie, Thérèse Mailloux, présidente du conseil d'administration, et Esther Lapointe; et, à titre personnel, l'honorable Joanne Bernard et l'honorable Deborah Grey.

Je vous souhaite à toutes la bienvenue.

Je vous cède maintenant la parole, madame Mailloux, pour votre déclaration préliminaire de sept minutes.

[*Français*]

Mme Thérèse Mailloux (présidente du conseil d'administration, Groupe Femmes, Politique et Démocratie): Je vous remercie, madame la présidente.

Le Groupe femmes, politique et démocratie remercie le Comité permanent de la condition féminine de la Chambre des communes de son invitation.

La sous-représentation des femmes dans les lieux d'influence et de pouvoir est un enjeu qui se situe au coeur même de la mission du Groupe. En plus de réaliser son mandat d'éducation et de formation, le Groupe travaille activement depuis quelques années à promouvoir la parité auprès des partis politiques et des élus du Québec. À trois reprises en avril — le mois où les femmes ont obtenu le droit de vote au Québec —, il a organisé des événements à l'Assemblée nationale en lançant d'abord le mouvement En marche pour la parité, en 2016, en formant une coalition de Partenaires pour la parité, en 2017, en rencontrant chacun des chefs de parti dans le contexte de la prochaine élection et en leur remettant officiellement, en 2018, un projet de loi pour la parité.

En marche pour la parité regroupe aujourd'hui 20 organisations Partenaires pour la parité, ce qui représente près de 500 organismes et 1,3 million de personnes, engagées à appuyer toute avancée en faveur de l'atteinte de la parité et qui réclament une loi garantissant la parité entre les femmes et les hommes au sein des instances décisionnelles publiques.

Ces actions ont porté des fruits. En effet, en avril 2017, l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité une motion affirmant ce qui suit:

> QU'elle s'engage à ce que la parité dans tous les secteurs de la société soit désormais l'objectif à atteindre;

Les chefs des partis politiques se sont aussi engagés, pour la prochaine élection du 1er octobre 2018, à présenter des candidates de façon à atteindre la zone de parité de 40/60 ou de s'en approcher le plus possible. Autour de ces événements s'est exprimée plusieurs fois au Québec une opinion publique souvent favorable à une parité de candidatures. Par exemple, à la mi-avril, 69 % des répondants à un sondage Léger-*Le Devoir* disaient penser que les partis politiques devraient compter autant de femmes que d'hommes parmi leurs candidats.

Des facteurs systémiques et structurels freinent l'accès des femmes à la vie politique par des barrières invisibles. Parmi les obstacles qui pèsent lourd — le plus lourd dirions-nous —, il y a le recrutement et la sélection par les partis politiques. Le monde de la politique est occupé depuis toujours par des hommes qui ont tendance à se reproduire, recrutant les candidats dans leurs réseaux, utilisant des méthodes qui ne sont pas adaptées à une clientèle féminine et opérant avec des partis pris et des préjugés. Pour inclure les femmes en toute parité, il faut casser le moule et leur faire de la place dans une arène hautement convoitée par les hommes. La responsabilité de ce changement ne peut pas reposer uniquement sur les femmes ou sur une progression soit-disant naturelle.

Nous croyons donc que les partis politiques devraient avoir à assumer une obligation de résultat. Ils devraient être tenus, en vertu de la loi, de présenter une liste constituée à parts égales de femmes et d'hommes. Ainsi, une fois que le filtre de l'étape du scrutin aurait agi, la députation élue se situerait dans une zone paritaire se situant entre 40 et 60 % ou, idéalement, entre 45 et 55 % des deux sexes. Afin d'appliquer ce changement et d'adopter des listes de candidatures paritaires, les partis politiques pourraient bénéficier pendant un certain temps de ressources financières additionnelles pour mettre en application des gestes concrets bien en amont des périodes électorales.

Notre mode de scrutin uninominal à un tour n'est pas un obstacle à la parité. De nombreux experts rappellent d'ailleurs que notre mode de scrutin permet d'utiliser plusieurs stratégies — ce qui a été fait, de façon efficace — pour favoriser l'émergence de candidatures féminines.

Tout comme au sein de la députation qui exerce le pouvoir législatif, il est très important que les femmes puissent être paritaires au gouvernement, à savoir le pouvoir exécutif, compte tenu des orientations majeures qui s'y prennent, notamment dans le choix, la présentation et l'application des lois, des politiques et des programmes.

Si, au Québec, dans d'autres provinces et à la Chambre des communes, il y a ou il y a eu des Cabinets paritaires, il reste que cela repose sur une décision individuelle et révocable en tout temps. Par conséquent, nous recommandons aussi d'établir dès maintenant dans une loi le principe de la parité au Conseil des ministres.

L'augmentation substantielle et rapide de la présence des femmes dans les Parlements est, à notre avis, le moteur le plus puissant qui permettra d'y instaurer une véritable égalité entre les hommes et les femmes. Elle seule est susceptible d'entraîner d'autres changements nécessaires, par exemple une culture respectueuse, une réduction du harcèlement et des confrontations guerrières, ainsi qu'une éventuelle transformation de règles comme la discipline absolue des partis. Ce sont les quelques députées en place, assistées d'alliés masculins, qui sont à l'origine de quelques améliorations à l'horaire et au calendrier des travaux parlementaires.

● (1535)

Quand elles y seront à parité, elles verront aussi à mettre en place ou à parfaire des politiques et des mesures créant un contexte favorable à leur présence, en particulier pour faciliter la conciliation de leur travail avec leur famille.

En conclusion, l'expérience mondiale nous démontre qu'il y a des solutions durables à la sous-représentation des femmes en politique. Elles passent par des mesures contraignantes, qu'on les nomme quotas ou lois sur la parité. Or ce sont les partis politiques qui possèdent les clés de cette transformation, car ce sont eux qui sélectionnent et recrutent les candidates, mais aussi ceux qui forment les gouvernements et qui adoptent les lois.

La réussite passe donc par leur engagement, et celui-ci n'arrive pas, la plupart du temps, sans l'impulsion et les pressions du public et du mouvement des femmes. Voilà le défi collectif, croyons-nous, de toutes et de tous, femmes et hommes de tous les milieux et de toutes les composantes du tissu social: inscrire la parité comme condition essentielle de l'exercice démocratique du pouvoir et de la gouvernance.

Je vous remercie.

Nous serons heureuses de répondre à vos questions.

[*Traduction*]

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Merci beaucoup.

Nous allons maintenant céder la parole à Mme Bernard, pour sept minutes.

L'hon. Joanne Bernard (à titre personnel): Merci.

Je n'ai rien écrit, parce que je vais simplement vous décrire ce que je vis depuis trois ans et demi.

Je suis entrée en politique à la veille de mon 50e anniversaire. Je voulais me porter candidate depuis l'âge de huit ans. À l'âge de huit ans, j'ai écrit au ministre de l'époque, Pierre Elliot Trudeau, pour déplorer la chasse au phoque. Environ trois semaines plus tard, j'ai reçu une réponse, et dans ma tête d'enfant de huit ans, j'étais sûre qu'il l'avait rédigée lui-même, mais nous savons tous qu'elle venait d'un employé. À ce moment-là toutefois, j'ai décidé qu'un jour, d'une façon ou d'une autre, j'allais faire de la politique. Je ne savais pas dans quel ordre d'administration publique. Je savais que ce serait à un niveau plus élevé que celui de représentante des élèves que j'avais atteint à l'âge de 15 ans.

J'ai grandi et je suis devenue mère célibataire pendant neuf ans, élevant mon fils grâce au soutien du revenu pendant mes études universitaires, d'abord à l'Université Mount Saint Vincent, puis pendant mes études de maîtrise à l'Université Acadia. Ces deux diplômes étaient en sciences politiques parce que je caressais encore ce rêve.

Je suis ensuite allée travailler pour la communauté des femmes et j'ai eu une belle carrière en aidant les femmes qui quittaient la violence familiale, en aidant les jeunes enfants qui étaient témoins de violence à la maison, et j'ai acquis une réputation à l'échelle nationale grâce à la Fondation Donner pour mon travail dans le secteur sans but lucratif.

À 49 ans, je me suis présentée en politique. Je ne connaissais personne dans l'association de circonscription. On ne m'avait pas approchée. J'avais été en quelque sorte approuvée par quelques collègues du Parti libéral de la Nouvelle-Écosse qui étaient des élues à l'époque, deux des élues de ce parti. J'ai été encadrée. Je me suis fait un devoir d'aller parler à Mary Clancy, à Diana Whalen et à Kelly Regan, afin de connaître leurs expériences. C'est l'expérience de Mary qui m'a inspiré la plus grande crainte. Que l'on soit d'accord ou non avec ses opinions, c'était la première indication de ce à quoi je pourrais me heurter comme femme en politique.

J'ai remporté l'investiture le 2 février 2012 et j'ai mené une campagne en septembre 2013. Le premier indice de ce que pourrait être ma vie si je gagnais m'est apparu pendant la campagne, parce que j'avais fait beaucoup de travail avant et je l'avais précisé dans ma biographie, à l'instar de chacune d'entre nous ici présentes. J'ai ajouté une phrase qui a attiré l'attention de quelqu'un de ma circonscription: « mariée à Annette, mère d'un fils adulte Taylor et de cinq chats adoptés ». Ce ne sont pas les chats et ce n'est pas Taylor qui ont été à l'origine du courrier haineux reçu à mon bureau de candidate en 2013, mais c'est plutôt le fait que j'étais mariée à Annette.

J'ai reçu une lettre magnifiquement écrite de ce que je croyais être la main d'une femme, mais je n'en suis pas certaine, dans laquelle on me disait très clairement: « Vous aviez mon vote jusqu'à ce que je lise cette phrase. » À partir de ce courrier haineux, une expérience que je n'avais jamais vraiment vécue auparavant, même si j'étais assurément consciente de l'existence de l'homophobie, j'ai écrit un gazouillis positif ce soir-là pour en parler. *Huffington Post* l'a repris, et j'ai pu transformer une expérience très négative en un message très positif.

La veille du 8 octobre 2013, j'étais une bonne chef de file de ma collectivité, et le 8 octobre 2013, j'étais soudainement devenue une voleuse, quelqu'un qui était là pour faire avancer ses propres intérêts, et non ceux de ses concitoyens. Du jour au lendemain, tout a changé. Je n'étais pas la seule à en faire l'expérience, mais j'ai ensuite été nommée à un portefeuille très instable, celui des Services communautaires. N'importe quel ministre des Services communautaires, où que ce soit au Canada vous dira que c'est un portefeuille très instable, parce que vous traitez de très proche avec des gens qui traversent la pire épreuve de leur vie. Comme j'avais moi-même profité des services du ministère que je dirigeais à l'époque, les attentes étaient très élevées envers moi.

Le sexisme, la misogynie et l'homophobie qui se sont manifestés au cours des mois qui ont suivi mon arrivée au pouvoir m'ont énormément affectée. Ma partenaire et mon fils en ont souffert énormément. Mon fils avait 23 ans à l'époque. Après avoir lu un premier gazouillis négatif à mon sujet, il s'est retiré des médias sociaux, puis il est resté à l'écart et il demeure à l'écart parce que la situation perdure encore aujourd'hui. Il m'arrive encore de temps en temps d'être victime d'un troll, mais assurément pas autant qu'avant.

● (1540)

Au cours des trois ou quatre dernières années, j'ai beaucoup parlé de mon expérience de l'homophobie, et j'ai adopté une position très publique à ce sujet en juillet 2015. J'ai révélé publiquement, aux bulletins télévisés de 18 heures, de ce que je vivais à titre de ministre. Je ne peux qu'imaginer ce qui se passe dans nos rues et dans nos régions rurales de la Nouvelle-Écosse, si je me fie à ce que j'ai subi moi-même. Je recevais des appels hebdomadaires à mon bureau de circonscription, à mon bureau de caucus et à mon bureau ministériel. La misogynie et les mots qui m'ont été adressés...

Ensuite, on commence à voir la haine à laquelle s'exposent Rachel Notley, Kathleen Wynne, Cathy Bennett, Rochelle Squires en Saskatchewan. Nous avons toutes commencé à parler entre nous et à dire que nous devions raconter ce que nous vivions, et c'est ce que nous avons fait.

La cyberintimidation et la violence verbale envers les femmes dans les médias sociaux sont bien documentées d'un bout à l'autre du pays. En ma qualité de ministre, j'étais devenue réticente à encourager les jeunes femmes à se porter candidates. Heureusement, j'ai rapidement surmonté cette réticence et j'ai simplement décidé de ne jamais fermer les yeux sur cette situation. N'acceptez jamais que quelqu'un vous conseille de vous forger une carapace, parce que c'est ainsi que l'on ferme depuis trop longtemps les yeux sur la violence faite aux femmes. À partir du moment où ces attaques ne vous touchent d'aucune façon, c'est le temps d'abandonner la politique. C'est aussi simple que cela.

Comme je n'ai pas été réélue en mai 2017, je suis désormais libre de toute affiliation politique et partisane. Je viens parler de mon expérience et, d'une certaine façon, j'espère que cela aidera la prochaine génération de femmes en politique.

● (1545)

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Merci beaucoup.

Madame Grey, nous avons hâte d'entendre votre exposé. Vous avez sept minutes.

L'hon. Deborah Grey (à titre personnel): Merci beaucoup.

Je suis heureuse d'être de retour sur la Colline. C'est assez drôle d'être assise de ce côté-ci de la table. Plutôt que d'interroger, je suis l'interrogée. Je tiens à vous féliciter toutes pour votre élection. C'est une occasion incroyable que peu de gens ont l'occasion de vivre, c'est certain.

J'ai été élevée à Vancouver par une mère célibataire dans les années 1960. Comme mon père était alcoolique, je comprends cette situation et toute la douleur qui en découle. Je suis heureuse d'avoir eu avec ma mère un modèle à suivre. C'est si remarquable.

Quant aux obstacles pour les femmes en politique, c'est intéressant. Je ne vois probablement pas les choses de la même façon que beaucoup d'entre vous. Je vais évidemment parler de mon expérience personnelle.

J'ai pris l'avion pour venir ici avec une femme qui est comptable agréée. Elle était accompagnée par son garçon de huit ans et, comme elle l'a dit elle-même, elle venait l'« abandonner » chez sa mère, parce qu'elle avait deux semaines de travail. Elle doit souvent se déplacer dans sa profession de comptable.

Je dirais que c'est un obstacle pour les femmes, mais pas nécessairement en politique. Comme vous le savez, on rencontre toujours des professionnelles dans les avions. Il est difficile pour elles de s'occuper de leurs proches et de s'assurer qu'on s'occupe bien d'eux.

J'ai été la première députée élue du Parti réformiste le 13 mars 1989. À ce titre, j'ai inscrit mon nom dans l'histoire du pays. J'ai été la première femme chef de l'opposition officielle au Canada en 2000 et j'ai donc encore fait partie de l'histoire du pays. J'ai assurément été surprise, et ma mère aussi a été stupéfaite.

Des obstacles? Il y en a eu. Mais comme quelqu'un me le faisait remarquer l'autre jour dans l'avion: « Je suppose que vous les avez surmontés, Deb, d'une façon ou d'une autre. », et c'est vrai. C'est ce que je savais faire. J'ai été députée pendant près de 15 ans et demi. Après quatre mandats, je suis partie le 28 juin 2004 avant de perdre le feu sacré. Je ne voulais pas être rejetée par les électeurs. C'était la meilleure façon pour moi de quitter la politique.

Je suis maintenant partie depuis presque aussi longtemps que j'ai été en politique. Je tiens à vous assurer qu'il y a une vie après la politique, et c'est bien. Il m'arrive encore de prononcer des allocutions ici et là, mais je suis heureuse d'être semi-retraitée et de vivre sur l'île de Vancouver. Je fais encore de la moto, pour ceux que cela intéresse. Je vais célébrer mon 25e anniversaire de mariage en août.

J'aimerais vous parler de moi comme femme aujourd'hui — de ce qui me définit ou non — et de la façon dont je perçois les obstacles.

Pour ce qui me définit, je suis compétente. Il se trouve que je suis une femme, mais j'ai deux diplômes universitaires. J'ai enseigné pendant une décennie. J'ai servi ici pendant une décennie et demie. J'ai jonglé avec des enfants en famille d'accueil, le mariage, les beaux-enfants et une carrière à l'extérieur. Comme vous le savez, je venais de l'autre bout du pays.

J'ai eu affaire à des gens qui s'opposaient à moi à chaque occasion — Joanne, je sais que ce n'est pas drôle —, mais à titre de femme compétente, j'ai appris à jongler, comme beaucoup d'entre vous. Je ne stresse pas, j'agis. C'est aussi simple que cela.

Deuxièmement, je suis compétitive. Si je joue au Scrabble ou au crible avec vous, je tiens à gagner.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. Deborah Grey: Oui. J'adore gagner.

J'accepte aussi la défaite de temps à autre, et cela m'a probablement assez bien servi en politique fédérale. Si vous êtes compétitive, vous arrivez à gérer ces problèmes de mise en candidature et d'élection. On reproche souvent aux femmes d'être compétitives ou de s'affirmer. Ces gens-là, nous savons de quoi il s'agit, mais je n'en parlerai pas maintenant.

J'ai pour principe de ne pas m'énerver, parce que si vous vous offusquez et que vous passez votre vie ainsi offusquée, vous n'accomplirez jamais grand-chose. Nellie McClung, l'une des Célèbres cinq, a dit: « il ne faut jamais battre en retraite, ne jamais s'expliquer, ne jamais s'excuser, mais agir en faisant fi de la critique ».

Troisièmement, je suis engagée. Je me suis engagée à servir, à encourager et à encadrer, un don que nous avons, nous les femmes. Oui, je crois que les hommes et les femmes ont des dons et des forces différents. Vous ne pouvez pas battre en retraite au premier signe de danger ou de défaite, parce que vous savez trop bien ce que l'on dira de vous. Mon travail, comme femme, consiste à voir à ce que tout se passe bien, à aider un électeur, à préserver mon mariage et à gâter mes petits-enfants.

Pour ce qui ne me définit pas, je ne suis pas une victime simplement parce que je suis une femme. Je peux me tenir debout, sur mes deux pieds. Je peux mener mes propres combats et mes propres campagnes. Pourvu que les règles du jeu soient les mêmes pour tous, je peux me mesurer à n'importe qui. Ne me prenez pas en pitié, car dans un tel cas, je vais moi-même vous prendre en pitié de le faire. Les femmes n'ont pas besoin de pitié.

Deuxièmement, je ne suis ni un pourcentage ni un chiffre. Oui, je suis une femme. Oui, nous représentons 50 % de la population, mais je ne veux pas être assujettie à un système de quota et que quelqu'un puisse dire: « Deb Grey a été élue parce qu'elle était une femme. »

Si quelqu'un me présentait à une autre personne et lui demandait de voter pour moi parce que je suis une femme, mon sang ne ferait qu'un tour. Ce n'est pas du tout comme cela que je vois les choses.

● (1550)

Laissez-moi vous parler d'un véritable obstacle pour les femmes — et pour certains hommes — en politique: se faire dire par un homme, rien de moins, que je suis inapte à une charge publique parce que je crois à la liberté de religion, ou parce que je suis pro-vie. Vous savez quoi? Comme femme, je ne suis manifestement pas inapte à une charge publique. J'ai rempli quatre mandats.

Savez-vous qui devrait prendre cette décision et qui devrait décider si je suis apte ou non à occuper une charge publique? Ce sont les électeurs. Ils devraient décider si je suis assez bonne pour occuper une charge publique et — vous savez quoi — je suppose que je l'étais.

Merci.

Des députés: Bravo!

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Merci beaucoup à vous toutes.

Nous allons commencer notre tour de questions.

Emmanuella, vous avez sept minutes.

Mme Emmanuella Lambropoulos (Saint-Laurent, Lib.): J'aimerais remercier les témoins.

[*Français*]

Je vais commencer par vous, madame Mailloux.

Vous avez dit que c'étaient les partis politiques qui jouaient le rôle le plus important dans l'atteinte de la parité à tous les paliers de gouvernement. Vous avez parlé de quotas, mais y a-t-il autre chose que les partis politiques pourraient faire pour atteindre la parité?

Mme Thérèse Mailloux: Bien sûr.

Le Groupe femmes, politique et démocratie travaille depuis 20 ans maintenant à toutes sortes d'autres solutions. Nous faisons de la formation, de l'éducation à la citoyenneté et de la sensibilisation de façon générale. Nous faisons cela depuis 20 ans, mais les chiffres n'ont pas changé.

Au Québec, le nombre de députées stagne depuis 15 ans. Ce nombre a monté à 32 %, mais il est redescendu à 27 %. Actuellement, il est de à 29,6 %, donc sous la barre des 30 %. C'est comme si la barrière des 30 % n'arrivait pas à être franchie, malgré les efforts de notre groupe et d'autres acteurs au Québec.

Depuis plusieurs années, le gouvernement investit dans toutes sortes de programmes. Par exemple, nous avons des tables régionales dans chacune des régions, qui travaillent beaucoup à la hausse de la représentation des femmes dans les élections municipales. Des subventions sont aussi accordées à des regroupements de municipalités, afin de favoriser l'élection d'un plus grand nombre de femmes dans toutes les élections municipales.

Ce n'est pas seulement nous qui le disons, c'est documenté dans la littérature, il faut quelque chose d'un peu plus contraignant et qui ait plus de mordant, que ce soit au moyen de quotas, de lois sur la parité ou d'incitatifs financiers. Je sais que ce n'est pas le cas dans tout le Canada, mais au Québec, 75 % du financement des partis politiques provient de l'État. C'est l'argent des contribuables qui finance directement les partis politiques. On peut alors se demander s'il ne devrait pas y avoir, en contrepartie, une obligation de justice ou d'équité de représentation.

Pour résumer, nous croyons qu'il y a un ensemble de solutions mais que le vrai moteur consiste à exercer une pression sur les partis politiques. Au Québec, nous nous préparons à l'élection générale, qui aura lieu au début d'octobre prochain. Notre groupe a fait beaucoup d'efforts pour faire prendre conscience aux divers partis politiques que la parité est essentielle. Il faut dire que, au Québec, la discussion sur la parité est très vive ces temps-ci. Il y a eu des élections municipales. Une femme a été élue comme mairesse de Montréal et plusieurs autres ont été élues mairesses de grandes Villes. Il y a des conseils municipaux paritaires dans de très grandes Villes comme Québec et Montréal.

Tout ce contexte a été très favorable pour exercer une pression sur les partis politiques. Selon les dernières statistiques, il y a 48 % de candidatures féminines. Il n'y a pas de loi, mais il y a eu une pression énorme sur les partis politiques. Dorénavant, ces partis se disent que, s'ils n'ont pas suffisamment de femmes dans leur équipe, ils ratent quelque chose.

Ce que nous voulons illustrer ici, c'est la façon dont une pression exercée sur les partis politiques peut faire bouger les choses.

● (1555)

Mme Emmanuella Lambropoulos: D'accord.

Merci beaucoup.

[*Traduction*]

Madame Bernard et madame Grey, tout d'abord, c'était vraiment inspirant de vous entendre parler, très motivant. En ma qualité de jeune femme, la plus jeune de mon parti, je suis confrontée à bon nombre des obstacles dont vous avez parlé, et j'essaie d'adopter la même mentalité que vous, même si ce n'est pas toujours facile.

Je sais que chacune d'entre vous a fait de la politique. Plus récemment dans votre cas, mais vous avez fait de la politique active il y a quelque temps, alors les choses ont changé, je suppose, dans la société depuis.

Trouvez-vous que les femmes étaient aussi engagées que les hommes sur le terrain ou à la base, ou croyez-vous plutôt que les hommes étaient vraiment surreprésentés parmi les bénévoles, dans l'organisation des campagnes et dans la vie politique?

L'hon. Joanne Bernard: Ce que j'ai constaté — et cela n'a pas beaucoup changé depuis que j'ai rédigé un article sur ce sujet au début des années 2000 —, c'est que les femmes remplissent les enveloppes et s'occupent de l'organisation des événements. Pour ce qui est des décisions stratégiques, dans bon nombre des associations de circonscription, elles relèvent de certaines femmes, mais surtout des hommes.

Cela change lentement. Plus il y aura de femmes qui seront élues et qui termineront leur carrière, qu'elles le veuillent ou non, plus elles reviendront, entraîneront la prochaine génération avec elles et seront vraiment capables de changer la base du système, ce qui, on l'espère, se traduira également par un changement au niveau du système politique.

L'hon. Deborah Grey: Oui, j'étais ici il y a longtemps, de 1989 à 2004. On pourrait dire que c'était il y a longtemps. C'était il y a très longtemps, mais j'avais la meilleure directrice de campagne. Je pouvais l'opposer à n'importe qui, et elle imposait le respect. Elle était extraordinaire.

Je pense que si vous avez cette confiance... Vous avez dit que c'était facile. Je peux vous assurer que ce n'était pas toujours facile. Bien souvent, c'est très difficile, surtout ici.

Je dois dire que j'ai longtemps siégé à la Chambre en même temps que Mary Clancy. Elle était méchante à mon égard. Puis-je répéter cela? Les femmes sont méchantes les unes envers les autres. J'aimais bien Mary. Je n'avais rien contre elle. Je siégeais avec Alexa, mais je peux vous dire que les échanges entre femmes ne sont pas toujours jolis.

Je veux les meilleures personnes à chaque poste, qu'elles dirigent ma campagne ou à un autre titre. Je ne fais pas vraiment de distinction entre les hommes ou les femmes, et je n'ai pas de préférence à ce titre. Je pense que les femmes se manifestent de plus en plus. Encore une fois, je veux qu'elles soient compétentes avant tout. Nous disons souvent que les hommes dirigent la barque. Je trouve que...

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Votre temps est écoulé. Je suis désolée.

L'hon. Deborah Grey: Merci.

Il faut travailler avec tout le monde.

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Merci.

Nous allons maintenant céder la parole à nos collègues conservatrices pendant sept minutes.

Mme Rachael Harder (Lethbridge, PCC): Merci beaucoup à chacune d'entre vous d'être ici aujourd'hui.

Deb, je vais commencer par vous. Vous avez remporté votre première élection partielle en 1989, puis, bien sûr, vous avez servi fidèlement jusqu'en 2004. C'est toute une carrière. Ensuite, bien sûr, comme vous l'avez mentionné, vous avez inscrit votre nom dans les livres d'histoire. Vous avez notamment été la première femme chef de l'opposition officielle. Je tiens à vous en féliciter et à vous remercier d'avoir ainsi tracé la voie à celles d'entre nous qui ont pu suivre vos traces.

Dans votre déclaration préliminaire, vous avez parlé de quotas. Parmi les échanges que j'ai pu avoir avec des femmes, elles m'ont notamment dit que lorsqu'elles arrivent autour de la table, pour choisir cet exemple, les hommes ne se demandent pas comment elles sont arrivées là. Ils savent qu'elles sont là parce qu'elles le méritent. Cependant, les femmes autour de la table se demandent si elles sont là en raison d'un quota de femmes à respecter ou si elles y sont en fonction du mérite. Le quota engendre en fait l'insécurité chez les femmes réunies autour de la table.

De plus, les hommes peuvent en profiter pour s'en prendre aux femmes ou remettre en question leurs compétences ou les raisons pour lesquelles elles sont à la table. Ils peuvent dire à leurs collègues féminines: « Vous êtes ici parce que vous êtes une femme. Quelles sont vos compétences, au juste? »

Il y a ce genre de commentaires et de ressentiment, si l'on peut dire. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi, selon vous, les quotas défavorisent les femmes?

● (1600)

L'hon. Deborah Grey: Je pense avoir répondu brièvement en disant que je ne suis pas un numéro. Je ne suis pas un pourcentage de sorte que si quelqu'un me considère comme... cette personne pourrait toujours se demander si je suis parvenue là simplement parce que je suis une femme. Je ne veux rien savoir de cela.

J'ai travaillé avec des femmes incroyablement compétentes au fil des ans. Ce n'est pas à moi de leur demander comment elles sont parvenues là. C'est à elles de me montrer comment elles y sont parvenues. On apprend vite à reconnaître une personne compétente.

Je dirais que si une femme a des difficultés avec cela comme femme, elle doit montrer, non pas dire à tout le monde qu'elle est parvenue là parce qu'elle est une femme, mais montrer qu'elle est compétente et que c'est précisément pour cette raison qu'elle est là. Si elle n'est pas compétente, les chances sont qu'elle ne durera peut-être pas longtemps, mais pour moi, la compétence est absolument essentielle pour certaines choses.

Mme Rachael Harder: Deb, si nous n'utilisons pas de quotas, y a-t-il d'autres mécanismes qui nous permettraient, comme femmes, de surmonter les obstacles qui se présentent?

L'hon. Deborah Grey: Je pense que les femmes peuvent le faire en étant confiantes et en n'ayant pas peur de poser leur candidature. Joanne a dit qu'à l'âge de 8 ans, elle songeait à le faire jusqu'au bout. Shannon Stubbs, qui travaillait dans mon bureau de circonscription il y a longtemps, savait ce qu'elle faisait. Je la regarde, après l'avoir encadrée pendant des années, et elle est maintenant députée, ce dont je suis reconnaissante.

Mais ce qu'elle devait me montrer et ce que tout le monde doit me montrer, c'est qu'elle n'est pas un numéro, qu'elle n'est pas un pourcentage, qu'elle n'est pas une « femme », mais qu'elle est vraiment bonne dans ce qu'elle fait. Je veux pouvoir voir cela. Les gens doivent tout simplement poser leur candidature et avoir l'assurance de dire: « Savez-vous quoi? Je vais inscrire mon nom. » Cela fait peur, tant pour les hommes que les femmes. Je pense qu'il en est ainsi parce que tout le monde va vous juger et que vous êtes toujours une personne publique.

Donc, ayez confiance, allez-y, les électeurs décideront.

Mme Rachael Harder: Deb, vous avez passé pas mal de temps dans cette enceinte et vous avez pu observer ce qui s'est passé ici, ce à quoi ressemblait la représentation positive et peut-être ce à quoi ne ressemblait pas une aussi bonne représentation. Pouvez-vous nous parler de diversité? La Chambre des communes devrait-elle être ouverte aux femmes qui viennent de divers points de vue, de diverses confessions, de divers milieux et de diverses situations socioéconomiques ou devrait-il y avoir seulement un type de femme qui pose sa candidature pour représenter ses électeurs?

L'hon. Deborah Grey: Je dirais que plus la base est large, le mieux c'est, en raison de ce qu'est le Canada. Joanne et moi disions simplement que je vis près d'un océan et qu'elle vit près de l'autre. Il y a beaucoup d'espace entre les deux, et beaucoup de gens incroyables. Je pense que nous devons pouvoir dire que nous voulons toutes sortes de femmes, toutes sortes de milieux très diversifiés. Dites-nous ce que vous pensez, parce que c'est ce qui se passe ici. Ce n'est rien d'autre qu'un superbe endroit où tout le monde peut s'exprimer.

Dans le respect, je pense qu'il est merveilleux de pouvoir communiquer avec les gens, mais pas de fixer un nombre et d'encourager les gens en disant: « Inscrivez votre nom sur la liste. Voyons ce que vous pouvez faire et voyons si vous avez l'appui des gens pour votre candidature et ensuite aux élections générales. » Ne les inscrivez pas, comme femmes, dans une circonscription où elles n'ont aucune chance de l'emporter. C'est pathétique pour moi quand on dit: « Regardez toutes les candidates que nous avions. » Elles n'avaient aucune chance de se faire élire, mais nous les avons inscrites et nous avons l'air vertueux. Non. Inscrivez des femmes compétentes de tous les horizons et alors nous pouvons communiquer et faire de notre pays un bien meilleur endroit.

Mme Rachael Harder: Merci, Deb.

Vous avez commencé votre exposé en disant: « Ce qui me définit ou non. » Cela m'amène à poser la question suivante. Quels sont les critères d'admissibilité pour être un bon député? Si je dois préciser cela en disant « une bonne députée », qu'il en soit ainsi. Je m'en remets à votre discussion.

L'hon. Deborah Grey: On m'a toujours demandé: « Comment est-ce d'être une députée? » Je dirais: « Je ne le sais pas vraiment, parce que je n'ai jamais été autre chose. » C'est tout ce que j'ai.

J'ai des mentors. Agnes Macphail, dont le buste a été installé près de l'antichambre pendant que j'étais ici, était une femme extraordinaire. C'était il y a très longtemps, en 1922, je crois. Un député lui a dit: « Agnes, avez-vous déjà été prise pour un homme? » et elle a répondu: « Non, et vous? » Pour moi, avec cette réponse, c'est une femme extraordinaire qui a l'assurance de pouvoir désamorcer des situations potentiellement horribles avec humour.

Au cours de ma carrière, j'ai eu la chance de pouvoir le faire lorsqu'on m'attaquait. Quelqu'un dans la rue à Radway, en Alberta, m'a dit: « Vous semblez intelligente, mais deux choses jouent contre vous. Vous êtes une enseignante et une femme. » Le seul regret que j'ai eu pendant toute ma carrière politique, c'est de ne pas avoir pris son nom et son adresse, parce que je voulais l'appeler, mais je ne savais pas qui il était.

Donc, soyez compétentes et confiantes. Faites-le tout simplement.

● (1605)

Mme Rachael Harder: Deb, que pouvons-nous faire, comme députées, pour encourager d'autres femmes à envisager ce rôle? Il ne vous reste qu'environ 30 secondes.

L'hon. Deborah Grey: D'accord.

Allez chercher des gens. Dites: « Nous voulons que vous posiez votre candidature en fonction du mérite. Il se trouve que vous êtes une femme, mais nous pensons que vous feriez une bonne candidate, parce que vous avez des capacités. Posez votre candidature et remettez-vous-en au commun des mortels. »

Comment m'en suis-je tirée pour 30 secondes?

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Parfaitement.

L'hon. Deborah Grey: Merci.

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Merci.

Nous passons maintenant à Anne, pour sept minutes.

[*Français*]

Mme Anne Minh-Thu Quach (Salaberry—Suroît, NPD): Je vous remercie, madame la présidente.

Tout d'abord, je tiens à m'excuser auprès de tout le monde de mon retard. J'écoutais le discours de Thomas Mulcair, qui nous quitte aujourd'hui. Comme il a été un grand leader et, entre autres, mon chef pendant plusieurs années, je tenais à lui dire au revoir en personne.

Me voilà donc parmi vous. J'ai manqué toutes vos présentations, mais j'essaie de rattraper ce que j'ai raté grâce aux questions de mes collègues.

J'aimerais pouvoir dire que le traitement des femmes et des hommes en politique est juste et équitable et qu'il n'y a pas grand-chose à faire pour les aider, mais force est de constater qu'il y a seulement 27 % de femmes à la Chambre des communes, en 2018, et à peine plus de 30 % dans le milieu politique municipal. Vous avez donné quelques chiffres quant au niveau provincial. En réalité, les femmes ne proposent pas nécessairement leur candidature d'elles-mêmes. On a aussi démontré que les publicités ne montrent pas suffisamment de modèles féminins de manière positive.

Madame Mailloux, j'aimerais savoir ce que vous pensez des modèles féminins. Y en a-t-il suffisamment?

Selon ce que j'ai pu entendre, vous avez parlé de mentorat. En 2017, au niveau municipal, il y a eu plusieurs groupes de formation pour les femmes, afin e les inciter à se présenter en politique.

Trouvez-vous que ce type d'outil devrait être davantage organisé et fourni aux femmes? Personnellement, ce n'est pas moi qui ai décidé de me présenter en politique. J'ai fini par le faire, mais c'est une amie qui m'a convaincue. Finalement, je me suis dit « pourquoi pas? ». Je suis persuadée qu'il y en a plusieurs autres dans la même situation. Finalement, c'est une expérience extraordinairement stimulante. Toutefois, si personne ne m'avait poussée à présenter ma candidature, je n'aurais jamais pensé à le faire moi-même.

Vous avez parlé des quotas. Les gens autour de la table ne sont pas tous d'accord là-dessus, et c'est bien. Au Rwanda, par exemple, 60 % des gens qui ont présenté leur candidature étaient des femmes. Cependant, on pense que les quotas qui ont été imposés dans plusieurs pays ont eu un impact important.

Pouvez-vous nous donner votre opinion à ce sujet?

Mme Thérèse Mailloux: Je vais commencer par répondre à votre dernière question.

Les données recueillies un peu partout dans le monde démontrent clairement que là où il y a des quotas... En fait, ce ne sont pas tous les pays qui réussissent, parce que les quotas s'inscrivent toujours dans un contexte particulier, dans un pays ayant des traditions et une histoire particulières. Cela peut donc être très variable.

En général, les pays qui occupent les 20 ou 30 premiers rangs sur la liste de l'Union interparlementaire sont des pays qui ont des quotas inscrits dans la loi ou constitutionnels, ou des quotas que s'imposent les partis. Par exemple, pour les pays nordiques comme l'Islande, la Finlande, la Suède et la Norvège, ce sont les partis politiques eux-mêmes qui se sont imposés ces quotas. Il y a, derrière tout cela, une histoire que nous n'avons pas, mais cela fait un siècle que ces pays travaillent à l'égalité. Alors, même s'ils n'ont pas de quotas inscrits dans la loi, c'est presque aussi fort.

Encore une fois, je pense sincèrement que ce sont les partis politiques qui ont la clé du changement et que ce sont eux qui doivent avoir cette responsabilité. On impute trop souvent aux femmes la responsabilité de se présenter en politique, mais elles ont contre elles des millénaires d'obstacles systémiques qui font que ce n'est pas très facile pour elles de se présenter, pour tout un tas de raisons que tout le monde ici connaît et que je ne répéterai pas.

Il faut que les partis cassent le moule, un peu comme je l'ai dit dans ma présentation. Ils doivent procéder autrement. Il ne s'agit pas seulement d'attendre, comme ils le font, parce que, pendant qu'ils essaient de convaincre une femme, il y a 10 hommes qui se présentent au tourniquet pour être élus. Souvent, les femmes vont prendre un peu plus de temps à être convaincues. Elles vont aussi avoir besoin de planifier beaucoup plus longtemps à l'avance leur entrée en politique. Bref, il faut des méthodes modernes et différentes et il faut exploiter des réseaux différents. On sait très bien que les hommes et les femmes ne sont pas nécessairement dans les mêmes milieux. Les femmes n'ont pas nécessairement acquis des responsabilités de gestion dans les mêmes bassins que ceux des hommes. Il faut donc que les partis fournissent cet effort. Cela répond à la première question que vous m'avez posée.

En ce qui a trait au mentorat, j'aimerais bien que Mme Lapointe puisse en parler, parce qu'elle a fait beaucoup de mentorat auprès d'aspirantes politiciennes.

● (1610)

Mme Esther Lapointe (directrice générale, Groupe femmes, politique et démocratie): Merci, madame Mailloux.

J'aimerais rappeler à l'auditoire que le Canada est au 60e rang des pays du monde pour ce qui est de la place des femmes en politique. Jusqu'à récemment, la France était tout près, soit entre le 50e et le 60e rang. Grâce à la loi sur la parité que la France a adoptée récemment, ce pays figure maintenant dans les 15 premiers à ce chapitre. Effectivement, cela a un effet et les études le démontrent. Mme Mailloux a parlé de l'étude de Manon Tremblay, une politologue de l'Université d'Ottawa, qui est réputée partout dans le monde pour les études qu'elle a faites sur le sujet. Toutes les études démontrent que la sélection et le recrutement par les partis politiques sont la clé de la parité.

On parle de mentorat, de formation, de soutien et d'accompagnement divers des femmes. Comme Mme Mailloux vous l'a dit tout à l'heure, cela fait 20 ans que notre groupe fait cela. Nous avons commencé par le palier municipal pour une raison bien simple: les élections étaient à date fixe. Maintenant, les élections sont à date fixe à tous les paliers de gouvernement. C'est une très bonne nouvelle pour la démocratie, mais aussi pour les femmes, parce que ces dernières ont besoin de plus de temps pour se préparer.

Par notre socialisation, nous avons été habituées à agir plutôt dans la sphère privée que dans la sphère publique, contrairement aux garçons, et ce, dès notre enfance. Cela a une incidence sur la façon dont nous réagissons par la suite.

Mme Pam Damoff: Votre temps est écoulé.

Mme Esther Lapointe: D'accord.

[*Traduction*]

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Nous passons maintenant à M. Fraser, pour sept minutes.

M. Sean Fraser (Nova-Centre, Lib.): Excellent.

Merci beaucoup, madame la présidente.

Je vais partager mon temps de parole avec M. Fisher. Je vous serais donc très reconnaissant de répondre brièvement pour ne pas épuiser son temps de parole.

Tout d'abord, j'aimerais vraiment savoir comment nous pouvons mieux recruter ces femmes compétentes, capables — et elles sont nombreuses partout au Canada. J'ai vraiment apprécié le commentaire de ma collègue du NPD pour ce qui est de les inciter à se présenter en politique.

Lors d'une séance précédente, un groupe de témoins a dit qu'il est plus naturel pour les hommes de tout simplement supposer qu'ils sont destinés à la politique et au leadership, alors qu'il faut probablement inciter les femmes à franchir ce pas, même si elles sont tout aussi qualifiées pour le faire.

Madame Grey, vous avez donné des conseils à l'intention des femmes qui sont compétentes, capables.

J'aimerais savoir, madame Bernard et madame Grey, si vous avez des idées sur ce que nous pourrions recommander au gouvernement pour aider un plus grand nombre de ces femmes qui sont compétentes et qualifiées à se manifester.

L'hon. Joanne Bernard: En 2011, en Nouvelle-Écosse, Condition féminine Nouvelle-Écosse a organisé une école de campagne. Entre 67 et 70 femmes y ont assisté. Cette école, cette classe de finissantes d'une fin de semaine où nous avons appris des stratégies sur les campagnes, la politique et tout ce que vous devez savoir au sujet de la politique, a produit une ministre, une députée provinciale du NPD, une mairesse de Yarmouth et deux autres femmes qui n'ont pas gagné. Il est impératif que les gouvernements de tout le pays, à l'échelle provinciale, organisent des écoles de campagne et invitent des intervenants totalement non partisans pour qu'ils disent les choses telles qu'elles sont.

Nous avons eu une telle école en Nouvelle-Écosse il y a deux semaines. Il y avait 160 femmes de tous les horizons, qui finiront par inscrire leur nom sur un bulletin de vote ou qui finiront par appuyer des femmes qui le feront. Ce réseautage est absolument essentiel. Le mentorat n'a pas son égal. Je ne saurais trop insister là-dessus.

● (1615)

L'hon. Deborah Grey: Je suis d'accord avec elle.

Je suis convaincue que vous et moi avons fait un certain nombre d'écoles de campagne, c'est donc une bonne chose. Je sais que le Manning Centre à Calgary en organise une pour les conservateurs, avec un petit c — mais c'est aussi non partisan que possible lorsque quelqu'un se présente pour un parti —, afin de pouvoir donner simplement les compétences de base en matière de campagne, en matière de réseautage. C'est très bien.

Hier soir, en prenant un café, j'ai entendu parler d'une femme qui se présentait pour les libéraux à Toronto. Elle s'est fait malmener, parce que les libéraux voulaient le siège pour quelqu'un d'autre — un ami — qui était plus spécial. Devinez quoi — il a gagné. Cela m'a beaucoup attristée.

Sans partisanerie, quand une femme présente sa candidature et donne l'impression qu'elle va bien faire, qu'un homme ou une femme dise: « Non, vous ne pouvez pas faire cela. Pourquoi avez-vous fait cela? Nous aurions plus de chances » ou « Ce ne sera pas bon, parce que vous serez là, mais je veux mon candidat vedette qui se trouve à être un homme »... C'est honteux.

Formez-les. Encouragez-les. Encadrez-les.

M. Sean Fraser: Excellent. Je cède le reste de mon temps à M. Fisher.

M. Darren Fisher (Dartmouth—Cole Harbour, Lib.): Merci, madame la présidente. Merci beaucoup, Sean.

Madame la ministre, ou Joanne — excusez-moi, les vieilles habitudes ont la vie dure —, je veux vous remercier de votre travail en politique, mais aussi de votre travail avant la politique, dans le secteur sans but lucratif, et depuis avec le Timbre de Pâques. J'ai déjà constaté les changements que vous avez apportés au Timbre de Pâques. Ils sont incroyablement positifs.

L'hon. Joanne Bernard: Merci.

M. Darren Fisher: Vous avez parlé d'une lettre que vous aviez reçue pendant une campagne électorale. Je sais que vous avez peut-être fait référence à d'autres formes de haine et d'homophobie dont vous avez été victime lorsque vous étiez ministre et une toute nouvelle députée provinciale, les deux en même temps. J'aimerais savoir quelle a été l'incidence pour vous. Est-ce que cela a renforcé votre détermination? Est-ce que cela vous a abattue immédiatement au point de vous dire que vous ne pouviez pas faire cela, puis que cela a renforcé votre détermination?

Madame Grey a dit de ne pas s'en faire. Lorsque vous êtes une nouvelle ministre, une nouvelle députée provinciale et une nouvelle politicienne, est-ce que cela renforce votre détermination? Est-ce que cela vous a abattue? Pouvez-vous décrire le processus? Ensuite, parce que je vais probablement manquer de temps et que je sais que vous êtes en communication avec de nombreuses femmes en politique en ce moment, dans divers groupes, avez-vous des exemples où ce genre de haine pourrait pousser des gens à quitter la politique?

L'hon. Joanne Bernard: Oui. Pour ce qui est de l'homophobie, cela a été très difficile pour ma famille. Quelqu'un m'a déjà demandé: « Pourquoi n'y a-t-il pas plus de femmes ou d'hommes gais qui se présentent en politique? » En plus de tout ce à quoi nous pouvons faire face en raison de notre sexe ou d'autre chose, ce n'est qu'une cible supplémentaire. Cette période a été très difficile.

L'autre problème, c'est le sexisme, le fait de dire: « Elle a pris du poids, elle ne va pas de toute évidence à une banque alimentaire » ou « C'est une retardée mentale », sans oublier les menaces de mort. Tout cela s'accumule.

Avant d'entrer en politique, personne ne savait que je souffrais d'un trouble de l'alimentation depuis 20 ans. Je ne voulais pas en parler comme politicienne, parce que, pour moi, c'était un signe de faiblesse et je ne voulais pas que l'on me considère comme faible. Nous avons parlé à des députées provinciales néo-démocrates qui ont été agressées sexuellement pendant leur enfance ou qui ont été victimes d'actes de violence quand elles étaient adultes. Ensuite, elles se font menacer en ligne de se faire enlever et de se faire violer. Ces choses déclenchent les expériences que ces femmes ont dans leur vie et nous l'avons vu en Nouvelle-Écosse. Nous avons été témoins de cyberintimidation. Nous savons tous ce qui s'est passé dans le cas de Rehtaeh Parsons.

C'est plus insidieux. Cela semble viser les femmes qui détiennent un apparent pouvoir. Qu'il s'agisse de votre orientation sexuelle, de la couleur de votre peau, de votre poids, de vos vêtements, de votre apparence, de votre façon de parler, c'est plus personnel avec les femmes, beaucoup plus personnel avec les femmes, mais cela ne fait pas de nous des victimes.

Riposter, chaque fois que je recevais un de ces stupides trolls sur Twitter, dont 99 % venaient d'hommes, j'en faisais une capture d'écran que je gazouillais en espérant que la mère, la femme, la sœur, la fille de cet homme le reconnaîtraient. Il y a toutes sortes de façons pour nous de composer avec les situations, mais cela m'a toujours dérangée et je ne voulais pas me faire une carapace.

● (1620)

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Mme Kusie, pour cinq minutes.

[*Français*]

Mme Stephanie Kusie (Calgary Midnapore, PCC): Merci, madame la présidente.

Je remercie tous les témoins d'être ici aujourd'hui.

[*Traduction*]

Deb Grey, je me souviens d'avoir été dans la cellule de crise avec vous en 1997 lorsque nous avons chanté ensemble « We gotta sink the Bismarck ». Nous ne l'avons pas fait, mais nous avons eu du plaisir.

Deb, nous avons eu la première femme première ministre, la première chef de l'opposition et, comme ancienne diplomate, je dis très fièrement, la première ministre des Affaires étrangères. Pourquoi? Pourquoi des femmes conservatrices ont-elles ouvert la voie à des postes de direction et grâce à leur propre mérite?

L'hon. Deborah Grey: Kim Campbell a été première ministre, comme vous l'avez dit, en 1993. Je pense que notre premier ministre actuel a oublié de mentionner son cas lorsqu'il a parlé de gens qui avaient très bien réussi.

Moi, Rona Ambrose, et vous en avez mentionné d'autres, vous comme diplomate — cela m'impressionne beaucoup. Pourquoi oublient-ils de le mentionner ou pourquoi ne le mentionnons-nous pas davantage, nous toutes les femmes, indépendamment du parti? Nous devrions le faire, parce que ce n'était pas seulement le système de quotas. Ce n'était pas le fait que vous êtes attrayante ou que vous n'êtes pas trop forte de taille — j'ai également eu de la difficulté avec mon poids au fil des ans — ou de vos boucles d'oreilles... C'est ridicule et nous le savons toutes. Montrez-leur qu'ils ont tort. Ce faisant, nous voulons des personnes compétentes. Je ne veux pas d'une écervelée à ce poste et devoir la défendre parce qu'elle est une femme. Franchement, je ne le veux pas.

Les personnes compétentes, qui ont toutes fait un excellent travail au fil des ans, quel que soit le parti... Alexa McDonough était là avant Thomas Mulcair. J'ai siégé à la Chambre avec elle. Il y a Audrey McLaughlin. J'étais là il y a longtemps quand Audrey y était. Ce sont des femmes compétentes qui ont fait un excellent travail de leadership. Nous devons les célébrer toutes, peu importe le parti.

Mme Stephanie Kusie: Deb, pour ce qui est de l'image corporelle, je ne veux pas rouvrir de vieilles blessures, mais l'ancien député libéral Doug Young vous a qualifiée de « plus qu'une tranche de bacon », et pourtant vous êtes ici aujourd'hui et vous dites: « Je ne stresse pas, j'agis » et « On y réfléchit et on le fait. »

Quelles sont les valeurs fondamentales qui distinguent les femmes en politique de décider d'être des victimes ou des gagnantes?

L'hon. Deborah Grey: Oui, cette journée a été difficile. Je parlais de favoritisme. Je pensais que quelqu'un dépensait trop d'argent, alors j'ai parlé de favoritisme. Le pauvre Doug, qui était assis dans le coin gauche avec moi lorsque j'ai été élue pour la première fois, a dit tout haut dans le micro: « Celle qui parle fait elle-même plus qu'une tranche de bacon. »

Cela fait mal. Cela fait terriblement mal, mais j'ai pensé que cela en disait plus sur lui que sur moi. C'était malheureux pour lui. C'était triste et difficile pour moi, mais vous passez au travers, n'est-ce pas?

J'aurais pu dire: « Oh, c'est terrible », et j'aurais pu courir aux médias et dire que je suis offensée ou que je suis ceci ou cela. Quel gaspillage de salive cela aurait été! Pourquoi ne pas tout simplement continuer. Dire ces choses au sujet de mes boucles d'oreilles, de mon poids ou de ce que je porte aujourd'hui... Vous avez de la chance, les gars. Vous n'avez qu'à changer de cravate, vous êtes vraiment chanceux.

On nous critique pour cela, mais si je dois être une victime, tout va me déranger. Je me dis plutôt: « Non, je ne veux pas faire cela. Je veux être choyée. Je veux en profiter tous les jours et je veux faire de mon mieux. » À cause de cela, je me suis promis, ainsi qu'à tous les électeurs de ma circonscription et du pays, que je l'emporterais, quoi qu'il arrive.

Mme Stephanie Kusie: Merveilleux.

Votre ancien chef, Preston Manning, a été sévèrement critiqué pour ses lunettes, ses dents et ses cheveux.

Votre premier adjoint législatif, notre ancien premier ministre — et je vous remercie de votre mentorat à son endroit —, Stephen Harper, a été sévèrement critiqué pour ses cheveux et ses gilets. Est-ce que ce genre de critiques est réservé aux femmes ou est-ce quelque chose qu'on voit pour tout le monde?

L'hon. Deborah Grey: Nous l'avons vu, le pauvre Preston, sa voix et sa coupe de cheveux, puis Stephen Harper avec son gilet bleu. Je suppose que vous avez prouvé que ce ne sont pas seulement les femmes qui se font attaquer et ridiculiser. Nous devons hausser un peu le niveau à l'égard des hommes ou des femmes pour pouvoir dire: « Est-ce valable? »

Quand les gens avaient l'habitude de me demander ce que je pensais de la coupe de cheveux de Preston Manning, je ne sais pas combien de fois je l'ai fait, mais je leur répondais tout simplement: « Peu m'importe ce qu'il a sur la tête, c'est ce qu'il y a à l'intérieur dont je me soucie », ce qui vaut également pour Stephen Harper.

J'imagine que cela prouve que personne n'est à l'abri de la critique et du vitriol. Nous devons nous débarrasser de cela d'un océan à l'autre, au fédéral, au provincial et au municipal, parce que je sais qu'il se passe des choses horribles là aussi pour les hommes et les femmes.

● (1625)

Mme Stephanie Kusie: Vous avez réussi à un moment où...

Je pense que mes cinq minutes sont écoulées.

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Je suis désolée. Ce n'est qu'un tour de cinq minutes.

Mme Stephanie Kusie: J'ai une autre question à poser, mais d'accord.

Merci Deb.

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Marc, vous avez les cinq dernières minutes.

[*Français*]

M. Marc Serré (Nickel Belt, Lib.): Merci, madame la présidente.

Je remercie tous les témoins de leurs présentations. Cela nous aide beaucoup à mener notre étude.

[*Traduction*]

J'aimerais revenir un peu sur l'étude. Nous traitons des obstacles auxquels se heurtent les femmes en politique. Nous parlons de problèmes de recrutement. La question des femmes en politique transcende tous les partis politiques. Certains commentaires portent sur un parti en particulier, aucun parti ou un député. J'aimerais avoir des précisions, parce que nous croyons vraiment que nous ne parlons pas nécessairement du mérite, du mérite des femmes en politique. Les députées qui siègent à la Chambre sont formidables. Les ministres sont très compétentes, mais elles ne représentent encore que 26 % ou 27 % des membres du Cabinet depuis les quelques élections partielles. Nous sommes encore au 60e rang dans le monde.

Je ne comprends pas la question du mérite. Les députées sont très qualifiées, celles d'hier et celles d'aujourd'hui. Je veux revenir à l'étude elle-même.

Madame Grey, vous avez une vaste expérience. Je me souviens, quand j'étais étudiant au secondaire, de vous avoir observée très attentivement sur votre vélo, à l'époque où vous étiez la première membre du Parti réformiste.

Je veux me concentrer sur l'investiture. Êtes-vous en train de dire qu'il n'y a vraiment rien qu'un comité parlementaire puisse recommander au gouvernement pour apporter des changements à la loi, à la loi en vigueur pour les investitures à Élections Canada, ou que le parti ne devrait pas changer parce que les règles du jeu sont équitables? Est-ce qu'il y a des recommandations que vous avez voulu faire antérieurement, sans y arriver, et que nous devrions examiner maintenant?

L'hon. Deborah Grey: C'est un bon point. Je ne sais pas comment les gouvernements peuvent légiférer sur les assemblées de mise en candidature. Ce serait difficile. Je suis sûre que vous avez des idées à ce sujet, mais il faudrait d'abord qu'elles obtiennent l'investiture.

Lorsque j'étais ici et que je siégeais avec votre oncle Benoît, je suis arrivée à une époque où je n'avais pas à me battre pour l'investiture. Le Parti réformiste était tout nouveau et cherchait n'importe quel corps conscient et chaleureux capable de mettre deux phrases bout à bout. Je ne plaisante pas. J'ai été élue candidate par acclamation, puis j'ai eu la chance d'être réélue plusieurs fois par la suite.

Il est important que les gens qui tâtent le terrain pour les investitures... Les femmes ont aussi des réseaux qui ne sont peut-être pas aussi étendus que ceux des hommes — en tout cas, à mon époque, ils n'étaient pas aussi vastes que ceux des hommes — et elles doivent surmonter la peur de se présenter et celle de perdre. Elles doivent pouvoir développer ces réseaux. Les députés devraient les conseiller et leur dire: « Je crois en vous. Prenons un café et voyons si vous allez vraiment pouvoir y arriver. »

L'assemblée de mise en candidature est la clé de tout, peu importe le parti. Si nous connaissons une étudiante qui veut suivre des ateliers de formation sur les campagnes électorales, débrouillons-nous pour lui trouver un peu d'argent pour qu'elle y assiste. Il se peut qu'elle n'ait pas assez d'argent pour s'y inscrire ou qu'elle ne connaisse pas assez de gens pour le faire, alors vous lui dites: « Je vais organiser une assemblée de cuisine pour toi. » C'est une façon pratique de l'aider à apprendre à connaître d'autres personnes susceptibles de constituer une équipe en vue de la mise en candidature.

● (1630)

M. Marc Serré: Quelqu'un a dit tout à l'heure qu'on croyait qu'une femme qui siège au conseil d'administration s'y trouvait parce qu'elle était une femme. Mais il y a aussi des hommes au conseil qui y sont arrivés parce qu'ils étaient membres d'un club de golf ou d'un club pour hommes. Divers facteurs entrent en jeu et je ne comprends tout simplement pas cet argument.

[*Français*]

Je vais revenir à Mme Mailloux.

En ce qui a trait aux nominations, pouvons-nous faire des choses précises? On a dit — et Mme Grey l'a mentionné également — que ce n'est pas nécessairement le gouvernement, mais plutôt les partis politiques qui ont un rôle important à jouer.

Qu'est-ce que tous les partis politiques peuvent faire pour que le nombre de femmes augmente vraiment en politique?

Mme Thérèse Mailloux: Les partis politiques doivent recenser toutes leurs habitudes de recrutement et de sélection, afin de voir comment ils pourraient recruter plus de femmes. Ils doivent se donner une cible et il faut que ce soit planifié. Il est clair qu'il faut plus de femmes dans les comités de sélection et de recrutement, sinon...

[*Traduction*]

La vice-présidente (Madame Pam Damoff): Merci. Désolé de vous interrompre. Notre temps est limité.

Nous allons suspendre la séance pendant environ deux minutes, le temps de changer de groupe de témoins. Nous entendrons ensuite le deuxième groupe de témoins.

● (1630)

(Pause)

● (1630)

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Bienvenue à la 109e séance de notre comité.

Je suis heureuse d'accueillir Karen Sorensen, mairesse de Banff, et Jenelle Saskiw, ancienne mairesse de Marwayne, en Alberta.

Madame la mairesse, je vous cède la parole et vous invite à faire votre déclaration préliminaire. Vous disposez de sept minutes.

● (1635)

Mme Karen Sorensen (mairesse de Banff, à titre personnel): Merci beaucoup. Je vous remercie de me donner l'occasion d'être parmi vous aujourd'hui.

Quelques brèves notes biographiques. J'ai été élue pour la première fois au conseil scolaire de Canadian Rockies lors d'une élection partielle en 1996 et j'ai été réélue en 1998. En 2004, j'ai été élue conseillère municipale à Banff et réélue en 2007. En 2010, j'ai été élue — et c'est vraiment la voie à suivre — mairesse de Banff et réélue en 2013 et en 2017.

Je peux certainement affirmer qu'être la mairesse de Banff est un privilège et une occasion exceptionnelle dans notre pays puisque la municipalité de Banff se trouve dans le parc national Banff, le plus beau parc national du monde. C'est un endroit très particulier sur la planète et je peux dire que c'est ma demeure.

Je porte aussi les titres très influents d'épouse, de mère, de belle-mère, de fille, de sœur et de tante. Cela peut en soi démontrer une certaine différence entre les sexes, où, en tant que femme, je me sens obligée de vous parler de tout ce qui me constitue et de vous dire que lorsque je réfléchis à mes réalisations dans cette vie, la plus grande a certes été d'élever deux jeunes hommes remarquables qui respectent les femmes et qui trouvent très intéressantes celles qui sont motivées par des considérations politiques.

En ce qui concerne les obstacles auxquels se heurtent les femmes en politique, je reconnais qu'il y a clairement un problème d'équilibre entre les sexes en politique canadienne, aux niveaux fédéral, provincial et municipal. Nous avons bien sûr parlé de statistiques et celles-ci sont révélatrices. Une dernière statistique, les mairesses représentent 18 % des personnes qui occupent cette fonction au Canada.

Cela dit, personnellement, je n'ai pas eu à surmonter d'obstacles en tant que femme politique. Je n'ai pas fait l'expérience d'obstacles fondés sur mon sexe. Je vis aussi dans une collectivité où trois des sept conseillers sont des femmes, tout comme trois des cinq administrateurs; on y trouve aussi une directrice par intérim du parc national Banff, une directrice générale de Banff et de Lake Louise Tourism et une présidente du Banff Centre. Je vis dans une collectivité où les sexes sont équilibrés. Je suis rarement la seule femme à la table.

Je ne peux parler que de mon expérience personnelle et je dois m'en tenir à mes opinions personnelles. Aujourd'hui, j'ai mis l'accent sur trois obstacles: les médias, le fait d'être une mère et la confiance. Comme première observation, je dirais que les médias traitent encore les femmes en politique différemment par rapport aux hommes. Les médias sociaux, bien sûr, ont fait passer cette question à un tout autre niveau. Je crois que la violence fondée sur le sexe constitue un véritable obstacle pour certaines femmes qui veulent se présenter à une élection. Les hommes politiques font certainement l'objet de beaucoup de critiques également, et comme on vient de le dire, même en fonction de leur apparence, mais d'après mon expérience personnelle, ce n'est généralement pas lié au sexe pour ce qui est des mauvais traitements.

Toute femme qui a des aspirations politiques et qui passe 10 minutes sur Twitter à suivre ses femmes mentors peut tout simplement avoir peur de se présenter. Elle voit comment les femmes sont traitées et comprend le message. Elle se dit: « Merci, je vais m'abstenir. »

Voici des exemples de gazouillis provenant de l'Alberta lorsqu'une députée provinciale est passée du Parti conservateur au NPD: « Maintenant, vous avez deux blondes idiotes dans ce parti qui sont paumées. » « Sandra devrait rester dans la cuisine, c'est le lieu qui lui convient. » « Pauvre conne. Qu'elle reste avec les autres queers, c'est bon pour elle. »

Les médias traditionnels, je crois, sont également à blâmer. Ils aiment bien mettre l'accent sur la vie familiale d'une femme politique, traiter de son apparence, de sa voix ou de sa tenue. Les médias doivent vraiment se poser la question. S'ils parlaient d'un homme, diraient-ils la même chose ou poseraient-ils les mêmes questions? Ils doivent comme nous tous arrêter de demander si une femme peut être à la fois politicienne et mère, ce qui m'amène à mon prochain point.

Les femmes ont des bébés. Ce sont des mères. Les femmes sont maternelles et elles excellent dans ce domaine. Malheureusement, je crois qu'on continue de laisser entendre que celles qui poursuivent une carrière politique ne pensent pas à l'intérêt supérieur de leurs enfants, ou que d'avoir une mère qui fait de la politique est en quelque sorte plus néfaste que d'avoir un père dans le domaine. En politique et probablement dans n'importe quelle carrière à forte demande, les femmes qui se font un devoir de consacrer du temps à leurs enfants sont encore considérées comme un maillon faible vu qu'elles n'accordent pas la priorité au travail à accomplir, mais le même effort est applaudi chez les hommes qui sont qualifiés d'excellents pères qui passent du temps auprès de leurs enfants.

Enfin, je veux parler de la confiance. D'après les commentaires que j'ai reçus, les femmes qui envisagent de se présenter et décident de s'abstenir révèlent ainsi leur manque de confiance. Elles ne le définissent peut-être pas de cette manière. Voici ce que j'entends: « Je n'ai pas suffisamment de connaissances », « je ne suis pas assez coriace », « je ne serai pas élue parce que mon réseau n'est pas assez grand » ou « je ne peux pas recueillir l'argent dont j'aurai besoin pour faire campagne efficacement ».

Quelle que soit la raison, cela revient, de mon point de vue, à la confiance. Je ne manque pas de confiance. J'ai toujours été confiante. Cela m'amène à m'arrêter et à me demander pourquoi. Si la confiance est un obstacle, et je crois que c'est le cas, pourquoi certaines sont-elles plus confiantes que d'autres? Est-ce génétique? Est-ce lié à l'enfance? S'agit-il d'expériences de vie? Quoi qu'il en soit, je suis à peu près certaine que parler du manque de confiance n'y changera rien. Le mentorat visant à accroître le niveau de confiance peut donner des résultats.

● (1640)

Que faire? Pas question d'ignorer les injures dans les médias sociaux ni les reportages sexospécifiques dans les médias traditionnels. C'est inexcusable. Nous ne pouvons normaliser cela. Nous devons nous y opposer et les hommes doivent aussi être en première ligne. En ce qui concerne les mères en politique, il faut qu'il soit acceptable de prendre un congé de maternité au besoin, d'allaiter un bébé dans les deux Chambres, au caucus ou à la Chambre des communes. Ne vous en prenez pas à un politicien qui amène son enfant à une activité, le fait monter avec lui à bord d'un avion, ou au premier ministre et à son conjoint ou à sa conjointe qui ont besoin de services de garde supplémentaires en raison de leur horaire professionnel. Ça suffit. Les enfants devraient être la priorité de tous les parents.

Pour ce qui est de renforcer la confiance envers les futurs politiciens, je comprends bien sûr que les ateliers de formation sur les campagnes électorales deviennent assez courants et je pense que c'est excellent pour les hommes et les femmes. Si elles portent sur les femmes uniquement, on pourrait peut-être revenir sur certaines de ces conversations ou offrir du moins des séances d'éducation pratiques sur la façon de recueillir des fonds, de faire du porte-à-porte efficacement, d'élargir son réseau et de ne pas devenir trop insensible. Parfois, cela fait mal. Parfois, on n'arrive pas à oublier, mais ça va, car cela fait partie de l'expérience.

Avoir confiance c'est croire en soi. On ne peut pas faire semblant. En fait, accroître sa confiance commence bien avant qu'on se porte candidate à une élection. Ces leçons doivent être complètement intégrées dans le système d'éducation et dans la société. Les campagnes contre l'intimidation, la création de lieux où toutes les couleurs de peau, toutes les préférences sexuelles et tous les types de corps sont acceptés sont autant d'activités efficaces. Peut-être que la prochaine génération de femmes aura tout simplement davantage confiance en elle.

La légitimité de la démocratie canadienne dépend de l'intégration d'un plus grand nombre de femmes au processus politique. Les obstacles ne peuvent être supprimés que lorsque les attitudes sociales à l'égard du genre changent. Quelles que soient les recommandations qui découlent de cette étude, sachez qu'éliminer des obstacles ne serait-ce qu'à un seul niveau contribue grandement à apporter des changements ailleurs.

Je terminerai par un commentaire sur un débat qui semble s'infiltrer dans les partis et la politique, à savoir que des responsabilités et des ministères plus importants devraient être confiés à des femmes en fonction du mérite, et non pas seulement d'un quota. Je peux vous assurer qu'il n'est pas question de choisir l'un ou l'autre. Mais bien l'un et l'autre. Beaucoup de femmes ont assez de crédibilité pour remplir n'importe quel quota. Nous répondons présentes.

Merci.

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Merci beaucoup.

Madame Saskiw, vous avez la parole pendant sept minutes.

Mme Jenelle Saskiw (à titre personnel): Merci.

Je m'appelle Jenelle Saskiw et je m'intéresse activement à la politique et à l'administration municipale depuis plus de 20 ans. J'ai toujours eu la politique dans le sang. J'ai un très bon souvenir de ce jour où, âgée de 16 ans, j'assistais au Forum des jeunes Albertains où je siégeais à l'assemblée législative et je me demandais si j'avais la capacité de me présenter aux élections et d'influer sur le changement.

Ce désir était toujours en moi. On m'a encouragée à me présenter aux élections municipales en 2004 et, à 29 ans, j'ai réussi à me présenter et j'ai été élue dans ma ville natale, Marwayne, en Alberta. J'ai occupé un poste pendant 14 ans, dont cinq comme conseillère et neuf comme mairesse. Je dois admettre que les obstacles politiques surgissaient de partout autour de moi, mais je ne les ai jamais laissés me définir. J'avais un engagement envers les électeurs, qui m'avaient fait confiance, et le désir de changer les choses dans ma collectivité. Il a fallu du temps, et au fil des ans, ma confiance s'est accrue, ma base de connaissances s'est élargie et j'ai relevé de nouveaux défis et créé de nouvelles possibilités.

J'ai poursuivi ma carrière politique et j'ai occupé des postes à l'Association des municipalités urbaines de l'Alberta pendant sept ans et à la Fédération canadienne des municipalités pendant quatre ans. J'ai présidé de nombreux comités aux niveaux local, provincial et national, y compris le Groupe de travail municipal sur la sécurité ferroviaire où j'ai pu travailler avec de nombreux députés pour élaborer et finalement adopter le projet de loi C-52, Loi sur la sécurité et l'imputabilité en matière ferroviaire.

Je me suis engagée encore plus et j'ai participé à de nombreux événements, comme les ateliers de formation sur les campagnes électorales destinées aux femmes, aux activités d'À voix égales et d'aide aux femmes, aux minorités et aux jeunes de la région qui mènent des campagnes. J'aime beaucoup la politique municipale, mais je dois admettre que la vie a été difficile. Maintenir l'équilibre entre les engagements municipaux et ma vie familiale — j'ai quatre enfants — est devenu de plus en plus stressant. En août 2016, à la demande de ma famille, j'ai abandonné la politique pour rétablir l'équilibre dans ma vie familiale. Mes enfants grandissaient et je savais que je ne pourrais jamais retrouver ces précieuses années avec eux.

Je pense que les femmes doivent relever le défi de réussir au sein d'un parti politique dominé par des hommes. Nous devons tenir compte des répercussions que la politique aura sur nos familles, leur bien-être et nos carrières futures. Nous craignons l'excès de zèle des médias et nous avons tendance à manquer de confiance dans notre capacité de servir efficacement. Nous avons aussi l'impression que l'arène politique a un parti-pris contre nous. Je pense que les femmes ont besoin d'arguments plus convaincants que les hommes pour même envisager de se présenter à une élection, même lorsqu'il est clair que le siège peut être remporté. Il faut encore persuader les femmes qui sont, en fait, de solides candidates. Elles estiment devoir prouver que les compétences acquises sur le marché du travail, à la maison et dans la collectivité seront effectivement transférables dans la vie politique. Nous hésitons souvent à dire oui aux possibilités, pour une raison ou une autre, car nous avons l'impression de manquer d'expérience.

Je crois qu'il y a également des sujets de préoccupation à l'égard du processus électoral. Cela prend beaucoup de temps, c'est complexe, et il y a un manque d'information sur la façon de mener une campagne réussie, notamment sur ce que signifie exactement la mise en candidature. Des études ont démontré que les hommes recueillent beaucoup plus d'argent que les femmes en tant que candidats et donateurs, et qu'ils donnent plus d'argent aux candidats masculins. Cela nous incite également à hésiter à nous porter candidates, car nous nous demandons si nous pouvons nous permettre de mener une saine campagne politique.

Les titulaires, en particulier ceux qui occupent des postes de direction, ont tendance à être des hommes. Ils reçoivent la plupart des ressources financières, du soutien politique et de la visibilité pendant la campagne. Par exemple, au Canada, 84 % des titulaires étaient des maires. Par conséquent, la plupart des femmes, dont beaucoup font campagne pour la première fois, ne sont pas en mesure d'organiser des campagnes efficaces ou d'établir leur profil public pour obtenir la reconnaissance de leur nom par rapport au titulaire.

Les chefs de parti s'entendent également à l'unanimité pour dire que les partis ont de la difficulté à maintenir la participation des femmes entre les cycles électoraux. Le manque de formation et d'occasions d'exercer un leadership nous dissuade souvent de maintenir notre engagement politique. De plus, les partis n'ont pas de stratégie pour retenir les candidates qui ne remportent pas les mises en candidature ou les élections et ne les préparent pas pour le prochain cycle électoral.

Nous avons l'impression que l'ambition politique est une invitation à un examen politique de notre vie privée, ce qui pourrait avoir un effet indirect sur nos familles. Les attentes à l'égard de la maternité sont toujours des éléments dissuasifs importants pour les femmes qui veulent participer à la vie politique. Beaucoup d'entre nous le font, et nous devons choisir entre prendre soin de notre famille et de nos enfants et atteindre des objectifs politiques plus généraux.

Je sais d'expérience que c'est une situation très difficile. Le jour où j'ai quitté la politique, c'est celui où une partie de mon ardeur s'est éteinte. Je savais que je devais partir. Mes enfants avaient besoin de leur mère et travailler loin de la maison nuisait au bien-être de ma famille. Puis-je revenir à la politique? Je pourrais le faire, mais il me serait impossible de revenir voir mes enfants grandir.

● (1645)

Je suis curieuse de savoir combien d'hommes ont quitté la politique par souci pour le bien-être de leur famille.

Les médias sociaux sont aussi en train de devenir un obstacle plus important pour les femmes en politique et ils sont probablement l'un des facteurs de dissuasion les plus visibles aujourd'hui. Une enquête menée en 2016 auprès de femmes politiques de 39 pays a révélé que 44 % d'entre elles ont reçu des menaces de mort, de viol, de violence ou d'enlèvement, et que 85 % disent avoir souvent été la cible de propos sexistes humiliants de la part de collègues masculins. Je dois admettre que c'est là un des obstacles les plus préoccupants pour moi, en tant que femme politique. J'ai été victime de ce harcèlement. C'est rude, c'est concret, et c'est parfois terrifiant. Si épaisse soit la carapace qu'on pense avoir, cela fait quand même mal, et je ne veux pas que mes enfants aient à craindre pour mon bien-être à cause de ce qu'aura écrit, retranché derrière son clavier, une personne qui ne me connaît peut-être même pas.

Comment pouvons-nous améliorer la représentation des femmes en politique? Nous devons travailler ensemble pour établir de solides systèmes de soutien, y compris des modèles, des réseaux solides et des équipes robustes. La société doit encourager et promouvoir la participation féminine à la vie politique. Nous devons interagir avec les femmes politiques en poste et celles du passé, car nous sommes leurs modèles. Nous avons besoin de plus de formations sur la façon de mener une campagne, de conseils juridiques et de possibilités de réseautage. Nous devons lutter ensemble contre les aspects négatifs des médias sociaux et l'intimidation en ligne en créant un mécanisme de responsabilisation pour limiter les préjudices causés par les agresseurs en ligne. Il faut que les femmes sachent qu'elles ne sont pas seules dans ce combat.

Que vais-je faire? Mon objectif est d'être un mentor, de permettre à des femmes, à des amis et à mes filles de croire en elles-mêmes et de voir comment nous pouvons collectivement éliminer les obstacles et amener un plus grand nombre de femmes à devenir plus actives dans des rôles politiques et de chefs de file.

Il est facile de faire de la recherche et de présenter des exposés, mais notre génération doit redoubler d'efforts, offrir du soutien et inspirer du courage. Imaginez que nous consacrions tous, collectivement, notre énergie et nos efforts à changer l'avenir. J'espère que la prochaine génération comparaîtra à son tour, mais pour expliquer comment les obstacles pour les femmes ont été éliminés et réfléchir à la façon dont, ensemble, notre génération a influencé ce changement en politique.

J'ai appris à surmonter les obstacles, et mon but est de faire profiter les autres de mon expérience afin que, ensemble, nous puissions aider d'autres femmes à mieux exploiter leur potentiel en politique.

● (1650)

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Merci beaucoup à vous deux.

Nous allons maintenant passer à notre première série de questions.

Emmanuella, vous avez sept minutes.

Mme Emmanuella Lambropoulos: Merci beaucoup à vous deux pour ce merveilleux témoignage.

Madame Sorensen, vous dites espérer que la prochaine génération de femmes soit plus confiante. Il faut bien sûr faire élire les femmes et obtenir une représentation plus égale au fil des ans, peut-on espérer, mais je suis une ancienne enseignante et je sais ce que j'ai pu faire en classe avec mes jeunes de 14 et 15 ans. Je sais quelle influence j'ai eue sur mes élèves et dans quelle mesure j'ai pu être un modèle pour elles, dans quelle mesure j'ai pu utiliser la matière enseignée pour avoir un certain impact.

Que pensez-vous du rôle de l'éducation? Comment peut-elle aider les jeunes filles de demain à acquérir une plus grande confiance en elles?

Mme Karen Sorensen: Ce que l'éducation essaie de faire, et probablement parfois réussit à faire, c'est accomplir un bien meilleur travail, un excellent travail. En dehors du milieu scolaire, il existe aussi maintenant une foule d'organisations. Il ne s'agit plus de guides et de scouts. Il y a des groupes distincts qui se concentrent sur les jeunes filles et qui les font participer davantage à des activités sportives et autres qui sont différentes des activités traditionnelles.

En fait, le système d'éducation progresse et, socialement, nous pouvons tous faire notre part, maintenant. Si on m'invite à Banff pour des activités avec des jeunes filles, je ne rate pas l'occasion. On doit se présenter comme modèle. Je suis très optimiste. À la lumière de ce qu'a dit Jenelle, j'ai bon espoir que, dans une génération, nous parlerons au passé de certains problèmes de la condition féminine. J'encourage vraiment les femmes dans le système d'éducation, et les efforts doivent commencer avant que les jeunes n'aient 14 ou 15 ans. J'ai eu des filles de 14 et 15 ans chez moi, et je peux dire qu'il faut vraiment que les efforts commencent plus tôt.

Mes fils ont 26 et 23 ans, et cela me choque encore de voir des jeunes femmes chez moi qui s'intéressent à ce point à leur apparence et aux médias sociaux, de voir que c'est ce qui les rend populaires. Cet aspect me semble encore vraiment troublant. Je voudrais croire que, peut-être, nos enfants qui ont maintenant cinq, six et sept ans et les filles qui naissent aujourd'hui, échapperont à ce système.

Mme Emmanuella Lambropoulos: Merci.

Madame Saskiw, auriez-vous quelque chose à dire?

Mme Jenelle Saskiw: Oui. Il est important pour nous non seulement d'éduquer les jeunes filles, mais aussi de sensibiliser tout le monde.

Je suis très fière du fait que, pendant mes 14 ans en politique municipale — et c'est en partie parce que j'avais une jeune famille et que je voulais qu'elle participe activement à ce que je faisais —, je suis allée faire du bénévolat dans les classes de 3e, 6e, 9e et 12e année. J'ai parlé aux élèves de politique et je les ai laissés poser des questions. Il ne s'agit pas seulement d'aider les filles en classe à se prendre en main. Il s'agit aussi de sensibiliser les garçons et de diffuser ce message pour que nous sachions comment nous encourager les uns les autres à progresser.

Mme Emmanuella Lambropoulos: Merci beaucoup.

Vous avez aussi dit que vous aviez quitté votre carrière politique pour votre famille, ce qui est très compréhensible. Vous avez dit ne pas savoir combien d'hommes auraient quitté leur carrière politique pour leur famille. Je suis d'accord avec vous dans une certaine mesure, même si je sais que certains hommes l'ont fait.

En ce qui concerne les rôles des hommes et des femmes, les rôles traditionnels des deux sexes à la maison et dans la vie publique, comment un meilleur équilibre pourrait-il aider à améliorer la situation? Selon vous, que pouvons-nous faire pour trouver un meilleur équilibre?

Mme Jenelle Saskiw: C'est difficile. Nous sommes des mères par nature. Je sais que j'aurais pu garder ce poste, mais il est arrivé une fois que je parte pour Montréal afin de participer à une conférence, et ma petite fille s'est placée devant la porte en pleurant et m'a dit: « Maman, je ne veux pas que tu partes. »

Il y a eu un autre incident. Je travaillais à la sécurité ferroviaire et j'ai passé une semaine ici, à Ottawa. Lorsque je suis rentrée à la maison, mon fils de 14 ans était plus grand que moi. Comment cela avait-il pu se passer en une semaine? Ce temps-là ne se rattrape pas. Il est essentiel d'avoir des systèmes de soutien adéquats. C'est ce que j'ai. Mon mari est incroyable, et je n'aurais pas pu faire ce que j'ai fait sans son aide. Mais je pense aussi qu'il y a des moments où il ne comprend pas tout à fait les conséquences de mon absence. Même pour venir passer quelques jours à Ottawa, j'ai dû multiplier les efforts à la maison, préparer des repas à l'avance et signer des formulaires pour l'école.

Il est important de simplement communiquer. C'est ce qui importe le plus, car, à moins de communiquer, d'éduquer, nous ne parvenons à rien. Nous devons faire connaître ces histoires et nous soutenir les unes les autres lorsque nous les entendons ces histoires, car elles sont très réelles.

● (1655)

Mme Emmanuella Lambropoulos: Parce que vous aviez un mari qui vous appuyait, vous avez pu faire de la politique pendant très longtemps.

Mme Jenelle Saskiw: Oui, absolument.

Mme Emmanuella Lambropoulos: C'est formidable, et cela montre ce que pourraient faire la sensibilisation et la mobilisation des garçons, le progrès que cela permettrait aux femmes d'accomplir.

Mme Jenelle Saskiw: Absolument.

Mme Emmanuella Lambropoulos: Je ne sais pas à quel point vous connaissez le processus d'investiture. Vous avez dit en avoir suivi un ou deux avant d'être élue par acclamation.

Selon vous, y a-t-il des obstacles qui se dressent devant les femmes, mais pas nécessairement devant les hommes, dans le processus antérieur au stade où elles deviennent de vraies candidates à l'investiture, dès qu'elles commencent à faire connaître leurs intentions et à recueillir le soutien voulu pour devenir candidates à l'investiture?

Mme Karen Sorensen: Oui, je pense y avoir fait allusion également dans mes propos, en parlant de toute cette question de confiance. D'après mon expérience, les femmes semblent un peu plus incertaines de leur capacité de réussir. Encore une fois, je ne sais pas pourquoi, et je pense que le problème dépasse largement le secteur de la politique et tout ce qui peut se dire ici même. Cela me semble très lié à votre question de tout à l'heure sur l'éducation et les moyens de renforcer la confiance dans le groupe des femmes.

La politique est toujours très liée au pouvoir et à la compétition. Une élection est une lutte, ce qui, selon les stéréotypes, se rattache au masculin. Les traits masculins semblent essentiels en politique. Parmi les choses que j'ai notées, il y a la logique, la concentration, l'indépendance, la force. Les traits féminins — ou ce qu'on appelle les traits féminins, qu'ils soient présents chez les femmes ou les hommes — comprennent l'empathie, la patience, la bienveillance, la vulnérabilité. On rattache ces qualités au monde des femmes et elles ne sont pas vraiment liées à la politique. Il faut ménager un équilibre.

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Merci beaucoup.

Stephanie, vous avez sept minutes.

Mme Stephanie Kusie: Merci beaucoup, madame la présidente.

Merci à vous deux, Jenelle et Karen, d'être parmi nous aujourd'hui.

Jenelle, il semble que votre décision de quitter la politique ait été fondée sur des facteurs personnels et familiaux. J'ai un jeune fils de sept ans, et il est très difficile de le quitter et de monter à bord de l'avion tous les dimanches soir et de revenir jeudi, mais moi aussi, j'ai beaucoup de chance d'avoir un mari très solidaire qui m'a dit: « Tu dois t'engager. »

Dans nos deux cas, il semble que nous ayons pris nous-mêmes nos décisions concernant nos familles. Je vais m'en tenir à cela, mais je voudrais savoir une chose: y a-t-il eu des pressions de l'extérieur, à cause de situations où vous étiez publiquement humiliée ou on vous a reproché d'être à la fois une mère et de faire de la politique, d'avoir fait ce choix de vous engager dans la vie publique en même temps que vous aviez une jeune famille?

Mme Jenelle Saskiw: Non, on ne m'a pas fait honte publiquement. Mais il y a toujours ces remarques sur votre tenue, sur ce que vous avez mangé lors d'une réception. J'étais parfois très en colère quand, après une réunion ou un exposé au cours duquel je me sentais en confiance, on me parlait de mes chaussures au lieu de ce que j'avais dit.

Un facteur déterminant pour moi a été un incident mettant en cause un administré mécontent. Il a téléphoné chez moi à cinq heures du matin pour me demander de venir le rencontrer au centre-ville. Il était contrarié par un projet de revitalisation du centre-ville de Marwayne. C'était peut-être une sensation viscérale, mais j'ai décidé ne pas aller le rencontrer. Il a téléphoné de nouveau et ses appels téléphoniques sont devenus de plus en plus hostiles au fur et à mesure, à tel point que j'ai téléphoné à la police. Plus tard, le même soir, cet homme a été retrouvé mort sur une route de campagne. Il s'était suicidé. Je me suis souvent demandé ce qui serait arrivé si je l'avais rencontré.

C'est une question de choix du moment. Quand mes enfants étaient petits, ils ne s'apercevaient pas trop... Leur perception du temps n'était pas la même. Lorsqu'ils sont devenus adolescents, ils ont pleinement compris ce que représentaient mes absences de quatre ou cinq jours. J'ai ressenti ces pressions, et quand l'incident s'est produit, j'ai dû prendre un peu de recul et me demander si cela en valait la peine et pourquoi je faisais tout cela. C'est à ce moment-là que j'ai choisi de quitter la politique.

● (1700)

Mme Stephanie Kusie: Ce sont des questions très difficiles. Je sais que ma meilleure amie, le jour de mon investiture, est allée frapper à une porte et elle a dit: « Je suis venue voir si vous aviez voté. » La dame a répondu par l'affirmative. Alors mon amie lui a demandé si elle avait voté pour Stephanie. Et la dame a rétorqué: « J'ai pensé à ce petit garçon, chez elle, et je n'ai pas pu m'y résoudre. J'ai voté pour son adversaire. » Mon amie est vraiment une amie, car elle a dit à cette dame qu'elle devrait avoir honte...

Des voix: Oh, oh!

Mme Stephanie Kusie: ... et elle est repartie.

Ce qui me permet de faire de la politique, c'est l'idée que je donne quelque chose à mon fils en apportant une contribution à mon pays et en le faisant évoluer dans le sens qui me semble souhaitable. Je dis toujours aux gens que la Chambre siège 26 semaines, mais que, pendant les 26 autres semaines, il y a des engagements dans la circonscription. Il faut se rendre à l'étranger et participer à des activités du caucus, mais on a un emploi du temps souple. J'ai donc beaucoup de chance. Je prends des vacances avec mon fils alors que beaucoup de Canadiens n'ont pas la possibilité d'en faire autant. J'aime croire que j'offre à mon fils des possibilités pour plus tard dans sa vie. J'ai eu la chance de faire la même chose comme diplomate.

C'est peut-être une justification pour moi-même ou pour les autres, mais je me pose la question suivante: quels sont les avantages qu'on a l'impression d'apporter à sa famille par le service public? Il est difficile de concilier les deux. Ses contributions à la société... Il serait insensé de nier qu'il y ait une part d'ambition personnelle, mais on aime à penser que ses enfants pourront fréquenter une meilleure université ou auront un plus large éventail de débouchés plus tard dans leur vie, peut-être.

Quels sont les avantages qui vous ont amenée à envisager de rester en politique?

Mme Jenelle Saskiw: Il y a vraiment une multitude d'avantages. J'ai souvent dit que mes enfants peuvent apprendre à cuisiner à partir d'un livre de cuisine. Ils ne peuvent pas apprendre à être des leaders en lisant un bout de papier. Ils me suivent. Ils me regardent. Je pense avoir élevé quatre enfants très bien équilibrés qui ont vécu beaucoup d'expériences uniques. Dans notre petite collectivité, nous n'avons même pas de restaurant, bon sang. Si un député fédéral ou provincial venait me rendre visite lorsque j'étais maire, ils dînaient à ma table avec mes enfants. Mes enfants participaient à la conversation. Je n'ai aucun regret. Ce sont des leaders solides, et ils l'ont prouvé même à l'école, en étant présidents du syndicat étudiant. Mon fils, qui vient d'obtenir son diplôme, fait des études politiques, et je sais qu'il fera un jour de la politique. Il a cela dans le sang.

Il y a une tonne d'avantages. Comme je l'ai dit, mes enfants ont été exposés à une foule de choses et ils ont acquis des connaissances. Je leur ai toujours parlé. Quand je partais, ils savaient où j'allais, ce que je faisais et ce dont nous allions parler. Mes enfants en savent probablement plus sur la politique mondiale et la vie que la plupart des adultes. Comme je l'ai dit, on ne peut pas tout apprendre dans les livres. C'est le genre d'éducation qu'ils ont eue et ce sont les expériences qu'ils ont vécues, et ils en sont d'autant plus riches.

Mme Stephanie Kusie: Merci.

Karen, en 30 secondes, quelle est la source de votre confiance, s'il vous plaît?

● (1705)

Mme Karen Sorensen: Je me pose la question. Je ne suis pas certaine à 100 %, bien que je suppose que, si je dois choisir une réponse, c'est l'éducation qu'on reçoit dans son enfance. C'est le milieu dans lequel on grandit.

Mme Stephanie Kusie: Les valeurs comptent et les gens aussi.

Mme Karen Sorensen: Exactement. C'est ce que je dirais. J'ai toujours voulu participer. Même à l'école primaire, je voulais être la présidente de l'école. Je ne sais pas vraiment si c'est inné ou acquis, mais il faut que, en partie, ce soit acquis.

Mme Stephanie Kusie: Merci.

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Merci.

[*Français*]

Madame Quach, vous disposez de sept minutes.

Mme Anne Minh-Thu Quach: Merci, madame la présidente.

Je remercie nos deux témoins. Ce sont deux femmes de tête et de coeur qui ont envie de faire en sorte que les femmes de partout au Canada et au monde s'impliquent davantage. Elles sont également des exemples extraordinaires pour la prochaine génération. De plus, cela fait du bien d'entendre qu'il y a encore de l'espoir. Toutefois, il y a encore beaucoup de place à l'amélioration.

Nous avons beaucoup parlé de la conciliation travail-famille. Certaines personnes disent parfois que les hommes aussi doivent concilier le travail et la famille. Depuis des décennies, les rôles sociaux font en sorte que les tâches liées à l'éducation incombent beaucoup plus aux femmes qu'aux hommes, malheureusement. Cela tend à changer, ce qui est bien.

Au cours des dernières années, plusieurs femmes qui travaillent au Parlement ont eu des enfants. En 2014-2015, plusieurs de mes collègues et moi-même avons eu la chance que nos conjoints acceptent de tenir le rôle de pères au foyer, ce qui nous a permis de continuer à être ici. Votre conjoint vous a aussi permis de continuer, pendant 14 ans, à être mairesse ou conseillère.

Pensez-vous que, en plus des médias, le gouvernement aussi a un rôle à jouer pour laisser plus de place à la conciliation travail-famille et pour appuyer des services, comme les services de garde, qui permettent aux femmes d'avoir la tête tranquille et de retourner dans leur milieu de travail? Croyez-vous que le gouvernement doit favoriser, dans les milieux de travail politiques, la mise sur pied de services de garde dont les horaires sont adaptés aux horaires de travail des politiciennes?

[*Traduction*]

Mme Jenelle Saskiw: Je peux répondre à cette question. Je viens d'un très petit village de 600 habitants en Alberta. Lorsque j'ai été élue pour la première fois... Mon dernier bébé est né un vendredi et il m'accompagnait à la réunion du conseil le lundi soir suivant. Je suis allée là-bas. J'ai fait mon travail. Mes enfants ont colorié sous les tables des salles de réunion. Ils ont vécu cette vie-là.

Il faut également assurer une rémunération adéquate. Lorsque j'ai été élue maire pour la première fois, je touchais une indemnité de 50 $ pour chaque réunion à laquelle j'assistais. Avec une gardienne pour quatre enfants, j'étais perdante. Pendant deux ans, jusqu'à ce que je convainque le conseil municipal de relever la rémunération à 100 $, j'ai perdu de l'argent à chaque réunion à laquelle j'ai assisté.

Je ne cherchais pas à faire de l'argent. Je n'attendais rien. Je croyais sincèrement en ce que je faisais, et j'aimais le faire. Il est vraiment important de veiller à ce que tout soit équilibré, de voir où nous pouvons offrir des services supplémentaires, surtout dans les collectivités rurales. Nous n'avons pas de garderie. Il faut compter sur une jeune fille du voisinage. On espère qu'elle sera libre pour venir garder les enfants dans la soirée, mais il était toujours possible qu'elle ait un examen le lendemain et doive rentrer chez elle à 21 heures.

Nous devons chercher les moyens de mettre en place toutes les ressources nécessaires pour absolument tout le monde, peu importe où nous sommes géographiquement et quel âge ont les enfants. Est-il possible de les amener au travail, où nous pouvons nous occuper d'eux au besoin?

Nous apportons de grandes améliorations. Les changements survenus entre 2004 et 2018 sont merveilleux. Il est phénoménal de voir des mères qui amènent leurs bébés au bureau. J'espère que l'évolution se poursuivra. Je le répète, il y a d'autres domaines auxquels nous pouvons nous intéresser, surtout dans les régions éloignées, où il y a toujours un vrai problème.

● (1710)

[*Français*]

Mme Anne Minh-Thu Quach: Je vous remercie.

Vouliez-vous ajouter quelque chose, madame Sorensen?

[*Traduction*]

Mme Karen Sorensen: Dans la même veine que ce que disait Jenelle, pour ce qui est d'encourager les femmes à se présenter aux élections, je vais parler de mon expérience. Je n'ai certainement pas choisi de me présenter en politique municipale. Que Dieu bénisse la politique municipale, qui vous donne l'occasion de recevoir cinq appels à 5 heures du matin parce qu'il faut descendre dans la rue. Je vais rarement au bureau de poste à midi. Ma motivation n'était pas d'ordre financier. Aucune de nos motivations n'est probablement d'ordre financier. Ce n'est pas un secteur où l'on gagne beaucoup d'argent. Ma motivation n'était pas non plus le pouvoir. Je ne sais pas s'il s'agit davantage d'une caractéristique féminine que d'une caractéristique masculine. Je ne suis pas en train de dire que c'est le cas. Ma motivation et celle des femmes que j'ai rencontrées en politique, c'est vraiment de changer les choses et de s'engager. On veut être à la table et participer.

Quand je suis devenue conseillère municipale, ce n'était pas pour être mairesse un jour. C'est juste que les choses arrivent ainsi. Je suis un peu autoritaire et j'aime présider les réunions.

Mais, pour ce qui est de la motivation des femmes, cela a à voir avec l'engagement et le désir d'améliorer la vie de nos enfants.

[*Français*]

Mme Anne Minh-Thu Quach: Merci.

Madame Saskiw, vous avez travaillé dans une région très rurale. Avez-vous observé qu'il y avait des barrières supplémentaires? Vous avez travaillé dans le domaine du transport. La nécessité de faciliter le transport en commun en milieu rural peut-il inciter les femmes à s'engager en politique?

[*Traduction*]

Mme Jenelle Saskiw: Notre situation géographique est telle que le transport en commun est difficile. Quand on a des communautés qui sont éparpillées de 20 à 30 minutes les unes des autres, il est vraiment difficile de mettre en place un système fiable, susceptible d'être utilisé par beaucoup de gens.

Mme Karen Sorensen: De plus, le transport en commun coûte cher.

Mme Jenelle Saskiw: Oui, cela coûte cher. C'est exactement cela. Mon petit village a de la difficulté à payer la réparation des trottoirs brisés. Nous ne pourrions jamais envisager d'avoir un système de transport en commun dans notre collectivité. C'est ainsi.

[*Français*]

Mme Anne Minh-Thu Quach: Madame Sorensen, votre organisation, Ask Her, fournit des outils aux femmes.

Pensez-vous que le gouvernement devrait investir des sommes plus importantes dans de telles organisations et qu'il devrait même mettre sur pied des genres d'institutions qui encourageraient les femmes à s'engager davantage en politique?

[*Traduction*]

Mme Karen Sorensen: Je n'ai jamais fréquenté une école de campagne et je viens tout juste d'apprendre à les connaître. Que ce soit du ressort du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux ou des municipalités, il est évident que toute éducation est une bonne éducation si elle permet d'encourager les femmes à se présenter et peut-être à raffermir leur confiance et d'expliquer comment. Il y a un moyen rapide de faire du porte-à-porte, mais certaines personnes ne l'apprennent pas tant qu'elles ne le découvrent pas.

Mme Pam Damoff: Désolée. Votre temps est écoulé.

Nous allons passer à Marc. Je vous en prie, vous avez sept minutes.

[*Français*]

M. Marc Serré: Merci, madame la présidente.

Je vous remercie de nous faire part de votre expérience. J'ai aussi été conseiller municipal et scolaire. Je vous remercie du travail que vous avez accompli et de votre engagement.

On dit que 30 % des conseillers municipaux sont des femmes. C'est plus élevé qu'aux niveaux provincial et fédéral. Êtes-vous en mesure de nous dire, en vous basant sur votre expérience, ce qui incite les femmes à s'engager davantage au niveau municipal qu'aux niveaux fédéral et provincial?

[*Traduction*]

Mme Karen Sorensen: Il y a deux ou trois choses. Pour ma part, et en ce qui concerne toutes les femmes qui font ce choix, j'ai choisi d'être dans la collectivité où je vis. L'un des grands attraits des conseils scolaires et de la politique municipale, c'est d'être chez soi. Je ne prends pas l'avion pour Ottawa tous les dimanches, ni même pour Edmonton. Pour moi, c'était un élément très important.

Honnêtement, pour moi, c'est l'élément partisan. Je suis heureuse de ne pas avoir de parti. Je suis heureuse de prendre des décisions, d'être élue et de défendre des points de vue qui traduisent mes valeurs. Je suis tout à fait favorable à la diversité, même au petit conseil de la municipalité de Banff, mais je peux toujours avoir l'assurance que je peux exprimer mon opinion, prendre des décisions et voter en fonction de mes valeurs. Pour moi, c'est précieux.

M. Marc Serré: Avez-vous quelque chose à ajouter?

Mme Jenelle Saskiw: Je suis d'accord avec Karen. Comme elle l'a dit, c'est l'aspect non partisan.

M. Marc Serré: Pour ce qui est de l'aspect non partisan, évidemment, nous avons ici au Parlement le projet de loi C-65, sur lequel tous les partis ont travaillé ensemble, au sujet du harcèlement sur la Colline et des moyens d'améliorer la situation.

Dans vos remarques préliminaires, vous avez parlé des médias sociaux et du fait qu'ils sont un facteur susceptible d'empêcher les femmes d'accéder à tous les niveaux de la politique, notamment au niveau fédéral. Pouvez-vous nous en dire davantage à ce sujet?

● (1715)

Mme Jenelle Saskiw: Je pense qu'il y a deux façons de voir les choses. Tout dépend du pouvoir que nous accordons aux médias sociaux. À l'heure actuelle, il y a une connotation très négative associée aux médias sociaux, compte tenu des remarques et des commentaires négatifs, et de l'intimidation sans équivoque qui s'y manifeste.

Que pouvons-nous faire? Comment pouvons-nous éduquer le public pour enfin commencer à utiliser les médias sociaux comme un instrument positif?

C'est une excellente ressource. Quelle façon fantastique de créer un réseau en ligne. Pour une raison quelconque, nous hésitons à l'utiliser et à le développer sous cette forme. Que pouvons-nous faire ensemble pour transformer cette négativité en positivité? Comme je l'ai dit, c'est un instrument extraordinaire, mais, pour l'instant, nous n'en faisons rien.

Mme Karen Sorensen: Je dirais simplement que les médias sociaux ne disparaîtront pas, un point c'est tout. Ma façon toute personnelle d'y réagir, c'est que, franchement, je vais très rarement me prononcer sur quelque chose de controversé. Je parle des choses positives et de ce qui se passe. C'est peut-être une échappatoire, mais c'est ainsi que je gère mes médias sociaux. Il se passe beaucoup de bonnes choses à Banff. Je trouve que je peux généralement envoyer des gazouillis très positifs.

Qui a dit avoir pris la photo de la rétroaction et l'avoir rediffusée? Oui, c'est une bonne idée. C'est difficile. Je refuse de débattre quoi que ce soit sur les médias sociaux. Parfois, si c'est possible, j'envoie un message privé indiquant l'adresse de courriel de mon maire et je demande qu'on m'envoie les commentaires par courriel. Je m'en occuperai professionnellement par l'entremise de mon bureau, pas par les médias sociaux.

M. Marc Serré: J'aimerais revenir sur ce que vous avez dit au sujet des régions rurales et de certains obstacles.

Je n'ai pas de statistiques officielles ici, au Parlement, mais il semble que beaucoup de candidates aient perdu dans des circonscriptions rurales au niveau fédéral.

Avez-vous une idée de certains des défis qu'il faut relever dans les régions rurales, particulièrement en ce qui nous concerne, pour que nous puissions distinguer les obstacles?

Mme Jenelle Saskiw: Je pense, en fait, que les possibilités de réseautage dans les régions rurales du Canada sont très différentes pour les hommes et pour les femmes. Par choix, mon mari joue au golf. Il joue au curling. C'est lui qui amène les garçons aux pratiques de hockey. Il a ce réseau social. Moi, je suis à la maison. Je pense que nous devons élargir les possibilités de réseautage qui permettraient aux femmes de créer des liens non seulement entre elles, mais aussi avec les hommes, afin que les gens comprennent le potentiel de chaque candidat.

Mon travail de mairesse pendant 14 ans... Comme je l'ai dit, je faisais des choses vraiment incroyables, même ici, au niveau national, au sujet de la sécurité ferroviaire. Il y a encore des gens qui disent: « Vraiment? Vous vous êtes occupée de sécurité ferroviaire? Nous ne le savions pas. » Comme je l'ai dit, nous devons simplement être en mesure de créer ces événements et ces occasions qui permettent de faire de la sensibilisation ensemble.

Mme Karen Sorensen: Je pense que c'est une excellente question.

Il y a deux ou trois choses concernant le pourcentage de titulaires qui sont des femmes. Dans le style« faites vos preuves, et nous vous réélirons ». Si cela entre en jeu ou non... L'autre chose intéressante, c'est que je pense qu'on met beaucoup l'accent sur le recrutement des femmes. Je pense qu'il faut changer cela pour aider les femmes à se faire élire.

Je viens de me joindre à un conseil d'administration à Calgary. L'organisme s'appelle « Ask Her ». Il s'agit de la politique municipale de Calgary. L'organisme a été formé pour les dernières élections municipales. Il y avait 21 femmes en lice. Trois ont été élues, et deux étaient déjà titulaires. À ma première réunion, j'ai dit que nous devrions remplacer le nom de l'organisme pour l'appeler « Elect Her ». C'est une chose que de demander, mais, et je suis d'accord avec vous, je pense que le problème est parfois de faire élire les gens.

Il y a une multitude de raisons à cela. Je pense que c'est un autre élément à examiner. Il ne s'agit pas seulement d'essayer d'amener les femmes à se présenter. Il s'agit de les faire élire. Il faut attirer des femmes dans les ministères ou les comités de haut niveau, etc. Il faut commencer à dire au public que c'est une chose acceptable qui peut arriver.

Mme Jenelle Saskiw: J'y ai fait allusion lorsque nous avons parlé du manque d'interaction à la suite d'un échec et des mesures à prendre durant le cycle électoral suivant. Nous avons un délai de trois ou quatre ans que nous n'utilisons pas à bon escient.

● (1720)

M. Marc Serré: Le gouvernement pourrait peut-être aider à financer les groupes « Ask Her » pour les aider dans ce sens.

Une voix: Oui.

Mme Pam Damoff: Votre temps est écoulé.

Merci beaucoup.

C'est au tour de Rachel. Vous avez cinq minutes.

Mme Rachael Harder: Merci.

Karen et Jenelle, merci beaucoup d'avoir pris le temps de venir nous rencontrer.

Mme Karen Sorensen: Je suis heureuse d'être à Ottawa. J'y ai quelques réunions.

Mme Rachael Harder: Bien. Je suis contente. J'espère que, pendant que vous êtes ici, vous aurez même un peu de temps pour profiter d'Ottawa et de tout ce que la ville a à offrir.

Nous vous sommes reconnaissants d'avoir pris le temps de nous faire part de vos réflexions et de vos expériences. Cela a été vraiment intéressant jusqu'ici, et nous avons hâte de tirer profit de votre témoignage lorsque nous rédigerons le rapport.

Ma première question s'adresse à Jenelle.

Jenelle, dans vos remarques préliminaires, vous avez dit que les obstacles étaient nombreux sur votre route, mais que vous ne les avez jamais laissé vous définir. C'est une excellente déclaration. Pouvez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet?

Mme Jenelle Saskiw: Pour vous donner une idée, j'étais toute nouvelle dans la région. Nous vivions à Marwayne depuis seulement huit mois, j'avais 29 ans et j'étais enceinte. Ce n'était vraiment pas la norme dans la région rurale de Marwayne, en Alberta, et, quand je me suis présentée, mon intention était, en fait, de rencontrer les gens de la collectivité. Je n'ai jamais eu l'intention d'être élue.

Il y avait des obstacles. Je me souviens d'une des premières réunions auxquelles j'ai assisté. Un conseiller d'une autre municipalité m'a dit: « Vous n'avez qu'à vous asseoir. Je pense que ce que vous vouliez dire était... », et il a corrigé ma déclaration. C'était très poli de sa part, mais je l'ai rapidement corrigé, au meilleur de ma connaissance. Il y avait des obstacles, et c'était ce genre d'obstacles. Comme je l'ai dit, j'avais 29 ans et j'étais nouvelle dans le coin. Les gens disaient des choses comme: « Que savez-vous? Vous n'avez jamais vécu ici. Vous n'avez pas grandi ici. Vous ne comprenez pas ce qui est en jeu ici », mais comme je l'ai dit, je ne les ai jamais laissé me définir.

J'ai pu montrer aux gens que j'avais un point de vue très unique, et peut-être un point de vue rafraîchissant, parce que je ne connaissais pas les antécédents et les vieilles histoires de famille. Rien de tout cela ne signifiait quoi que ce soit pour moi. Tout ce que je savais, c'était ce que je pouvais voir et les faits avec lesquels je pouvais composer. C'est vraiment ce qui a fait de moi une dirigeante forte et positive.

Mme Rachael Harder: Passionnant.

Je vais vous demander à toutes les deux de commenter cette question individuellement, parce qu'elle a fait surface au début de vos deux témoignages. Que pourrait-on faire pour influencer les perceptions et les comportements des jeunes hommes et des garçons? Vous avez dit toutes les deux que c'était important. Je me demandais si vous pourriez nous en dire davantage à ce sujet.

Mme Karen Sorensen: Je vais commencer par dire — et je crois que Jenelle en a aussi parlé — que ce n'est pas très différent de ce que nous faisons pour influencer les jeunes filles. Il faut simplement des modèles. Comme je l'ai dit, j'ai souvent vu de jeunes garçons assis au comptoir de la cuisine discuter des ponts piétonniers, du coût du transport en commun et d'un certain nombre d'autres choses, et c'est donc aussi un exemple pour ces jeunes hommes.

Je ne pourrais pas être plus fière de mes deux fils. Je pense vraiment que nous élevons une génération qui, dans beaucoup de domaines, aura moins souvent ce genre de conversation. Modèles et démonstrations... Que ce soit à la télévision, dans leur propre maison, dans leur ville ou dans une petite collectivité, le fait de mettre en valeur l'équilibre entre les sexes fera passer le message.

Je vais simplement poser la question. Pour les gens qui ont de jeunes enfants, et même si vous êtes en arrière-plan, voici votre instrument. Désolée, c'est hors sujet. Tous les soirs, vous faites une chaîne de papier, avec le nombre de nuits où vous serez absent. Chaque nuit correspond à un maillon de la chaîne. Vous y écrivez une note. Tous les soirs, ils ouvrent un des bouts de papier. Ils voient ainsi se réduire le temps de votre absence. Puis, quand il ne reste plus qu'un maillon, cela signifie que maman ou papa rentrera à la maison le lendemain.

Mme Stephanie Kusie: Ne me faites pas pleurer, Karen.

Mme Karen Sorensen: Pendant que vous parliez, je me suis dit: « Je dois lui parler du truc de la chaîne de papier. »

Mme Jenelle Saskiw: C'est très positif que nous soyons dans une génération différente actuellement. J'observe les conversations que j'ai avec mes enfants. J'ai une famille paritaire: deux garçons, deux filles. Nous ne parlons pas des différences entre les femmes et les hommes, de la couleur de la peau, de l'ethnicité ou de la sexualité. Nous parlons de tout le monde de la même façon.

Je suis avec vous, Karen. Je pense vraiment que nous sommes les chefs de file dans cette conversation et que mes enfants ne vont pas rester assis là et dire: « C'est une femme, elle ne mérite pas d'occuper ce poste » ou « C'est un homme, il va obtenir le rôle ». Non. En fait, il y a eu un cas où deux d'entre nous se sont portées candidates à un poste au sein d'un conseil d'administration...

● (1725)

Mme Pam Damoff: Votre temps est écoulé. Je suis désolée.

Mme Karen Sorensen: C'est la chaîne de papier qui a pris le temps...

Des voix: Oh, oh!

Mme Karen Sorensen: ... c'est le meilleur conseil.

Mme Pam Damoff: Sean, vous avez les cinq dernières minutes.

M. Sean Fraser: Merci, madame la présidente.

Merci à vous deux. Vous êtes formidables. Je suis un jeune parent et je vais certainement utiliser le truc de la chaîne de papier. Ma fille a 2 ans. Parfois, quand je lui dis, le dimanche soir, que « papa va travailler cette semaine », elle pleure un peu, elle me donne un baiser et elle dit « papa revient vendredi? » Je réponds: « Oui, je reviendrai vendredi. »

Il y a une chose qui, à mon avis, pourrait beaucoup améliorer les choses. La prévisibilité de l'horaire est terrible, et c'est beaucoup plus difficile pour les femmes que pour les hommes, pour certaines raisons biologiques, par exemple quand vous allaitez un nouveau-né.

Ce soir est un bon exemple. Nous nous attendons à voter toute la nuit et peut-être jusqu'à demain soir. Je me demande si vous pensez qu'il y a des choses qui pourraient être faites du point de vue de la procédure, particulièrement dans les assemblées provinciales et au fédéral, quand on doit partir à l'autre bout du pays et qu'on ne peut pas rentrer chez soi rapidement.

Vous avez dit que c'est agréable de participer à la politique municipale parce qu'on est chez soi, mais ce n'est pas une option pour beaucoup de gens qui n'habitent pas Ottawa, par exemple. Pensez-vous qu'on pourrait faire quelque chose pour garantir une certitude, de sorte que vous ne mettiez pas quatre ou cinq maillons à la chaîne pour vous rendre compte que vous serez parti six ou sept jours? Pensez-vous qu'il serait utile de garantir une certaine certitude dans le calendrier des travaux des organes législatifs?

Mme Karen Sorensen: Oui, absolument.

Je ne suis pas sûre de comprendre votre monde. Je comprends un peu le monde provincial.

Cela me rendrait folle. Je pense que c'est un endroit excellent pour ce comité, et pas seulement pour les mères ou les femmes, mais aussi pour les pères. Je sais qu'il se passe des choses et je sais que vous ne pouvez probablement pas faire en sorte que les choses se déroulent comme vous le voulez, mais tout ce que je peux dire, c'est que c'est une excellente suggestion. Je ne sais pas par où commencer ou qui a cette conversation, mais...

M. Sean Fraser: Si vous me permettez d'intervenir, je ne suis pas du tout d'accord avec cette idée, mais il y a eu un débat sur la possibilité de supprimer les séances du vendredi pour que tout le monde sache que, le jeudi soir, on pouvait s'en aller. Pensez-vous que ce serait utile?

Mme Karen Sorensen: Je pense que oui. Votre électorat risque de résister d'une autre façon...

M. Sean Fraser: On pourrait trouver une autre solution, peut-être en siégeant plus de semaines dans l'année ou plus d'heures pendant les jours où nous sommes ici. Je suis simplement curieux. Je n'ai pas vraiment de position ferme à ce sujet.

Mme Karen Sorensen: Dans le monde dans lequel nous vivons et compte tenu du fait que tout le monde est occupé, peu m'importe ce qu'on fait. Ce qui importe, c'est de connaître son calendrier. Je pense que c'est un autre avantage énorme de la politique municipale. Je sais exactement quand auront lieu mes réunions.

Et devinez quoi? En fait, je peux les appeler à 18 heures. Nous avons une règle selon laquelle une séance ne dure pas plus de quatre heures — vous me regardez avec l'air de dire « vraiment?» — à moins que tous les membres du conseil soient d'accord. Bien sûr, nous pouvons avoir des réunions d'une journée complète, mais je peux très bien donner rendez-vous à quelqu'un pour prendre une bière à 18 h 30.

M. Sean Fraser: Je suis curieux. Concernant les services de garde, le programme Enfants de la Colline, auquel ma fille sera inscrite en août, ne prévoit rien pour les enfants de moins de 18 mois. Je ne sais pas ce qu'il en est dans les différentes assemblées provinciales. Pensez-vous qu'une garderie sur place dès la petite enfance et peut-être jusqu'à l'âge scolaire serait une mesure positive que nous pourrions recommander? Cela créerait un environnement, qui pourrait rendre le Parlement, la vie législative ou le conseil municipal plus accueillants pour les femmes qui envisagent de se présenter et qui pourraient être élues.

Mme Jenelle Saskiw: Je crois que oui, surtout aux niveaux provincial et fédéral, c'est certain. C'est un peu plus difficile au niveau municipal parce que nous n'avons pas de jours de séance fixes. Nos horaires sont sporadiques, ce qui rend les choses un peu plus difficiles, mais c'est certainement quelque chose que j'encouragerais.

M. Sean Fraser: Vous avez toutes les deux parlé un peu de l'importance du mentorat. C'est une excellente chose sur laquelle tout le monde s'entend, je crois. Je ne veux pas faire pression sur les femmes pour qu'elles trouvent leurs propres mentors, mais je pense que c'est formidable qu'elles le fassent. Y a-t-il quelque chose que le gouvernement pourrait faire pour encourager ce mentorat, comme peut-être appuyer les organismes communautaires qui font déjà ce genre de choses?

Avez-vous d'autres suggestions? Nous allons faire des recommandations au gouvernement et lui dire: « Vous devriez faire ceci ou cela ». Si vous étiez à notre place, que recommanderiez-vous au gouvernement pour accroître les possibilités de mentorat?

Mme Karen Sorensen: Tout d'abord, je pense qu'une sorte de subvention, en particulier pour les écoles de campagne, pourrait être utile...

Mme Jenelle Saskiw: Même en ligne.

Mme Karen Sorensen: ... effectivement, même un cours en ligne.

J'avais une autre idée, mais je l'ai oubliée.

Aviez-vous quelque chose à ajouter, Jenelle?

● (1730)

Mme Jenelle Saskiw: Non.

M. Sean Fraser: N'hésitez pas à nous en reparler si cela vous revient à la mémoire.

Mme Karen Sorensen: D'accord.

M. Sean Fraser: Merci beaucoup. Je vous en suis très reconnaissant.

Mme Karen Sorensen: Ce fut un plaisir pour nous.

M. Sean Fraser: Merci, madame la présidente.

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Il vous reste 30 secondes, Sean. Les voulez-vous?

Mme Jenelle Saskiw: Sean, j'ai un commentaire pour vous.

M. Sean Fraser: Allez-y.

Mme Jenelle Saskiw: Vous avez une toute petite fille en ce moment. J'ai quitté mes enfants lorsqu'ils étaient âgés de 5 à 10 ans. Maintenant qu'ils sont adolescents, ils font mes valises pour moi. Les choses vont mieux.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Oui, les choses vont mieux.

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Merci à nos témoins. Vous avez toutes les deux été fabuleuses.

Je viens moi aussi de la politique municipale.

Mme Karen Sorensen: Oui, plusieurs d'entre vous sont venues... J'ai fait une recherche sur Google.

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Nous allons maintenant nous réunir à huis clos.

Je vais suspendre la séance pendant quelques minutes. Je vous prie de quitter rapidement la salle pour que les membres du Comité seuls y restent.

Cela ne devrait pas être trop long.

[*La séance se poursuit à huis clos.*]

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes
à l'adresse suivante : http://www.noscommunes.ca

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its Committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its Committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the
following address: http://www.ourcommons.ca